



SYCOMORE PARTNERS

Rapport annuel au 31 Mars 2023

Société de gestion : SYCOMORE ASSET MANAGEMENT SA

Siège social : 14, avenue Hoche 75008 Paris

Dépositaire : BNP PARIBAS SA

Sommaire

Rapport de gestion

Orientation des placements.....	3
Politique d'investissement.....	8
Certification.....	29

Comptes annuels

Bilan actif.....	34
Bilan passif.....	35
Hors-bilan.....	36
Compte de résultat.....	37

Comptes annuels - Annexe

Règles et méthodes comptables.....	38
Evolution de l'actif net.....	42
Complément d'information 1.....	43
Complément d'information 2.....	44
Ventilation par nature des créances et dettes.....	46
Ventilation par nature juridique ou économique d'instrument.....	47
Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors-bilan.....	48
Ventilation par maturité résiduelle des postes d'actif, de passif et de hors-bilan.....	49
Ventilation par devise de cotation des postes d'actif, de passif et de hors-bilan.....	50
Affectation des résultats.....	51
Résultat et autres éléments.....	65
Inventaire.....	73

ORIENTATION

IDENTIFICATION

OBJECTIF DE GESTION

L'objectif du FCP est la valorisation du capital investi sur un horizon minimum de placement recommandé de cinq ans, par une sélection rigoureuse d'actions européennes et internationales intégrant des critères ESG contraignants, associée à une variation opportuniste et discrétionnaire de l'exposition du portefeuille aux marchés d'actions. Cet objectif est apprécié net de frais.

INDICATEUR DE REFERENCE

Aucun indicateur financier n'a vocation à être utilisé pour l'appréciation de la performance du FCP, les indicateurs disponibles n'étant pas représentatifs du mode de gestion de ce dernier. Toutefois, la performance de l'indicateur composite des indices financiers suivants peut servir d'élément d'appréciation de la performance du FCP : 50% Euro Stoxx Net Return (dividendes réinvestis) + 50% €STER capitalisé.

L'Euro Stoxx Net Return mesure l'évolution des valeurs cotées dans les pays de la zone euro. Il compte environ 300 valeurs utilisées comme référence le flottant de chaque valeur afin de déterminer son poids dans l'indice. L'administrateur de l'indice Euro Stoxx Net Return est Stoxx et est inscrit sur le registre d'administrateurs et d'indices de référence tenu par l'ESMA. Des informations complémentaires sur cet indice sont accessibles à l'adresse <https://www.stoxx.com/indices>.

L'€STER repose sur les taux d'intérêt des emprunts en euros sans garantie, contractés au jour le jour par les établissements bancaires. Il est calculé selon une moyenne, pondérée par les volumes, du taux des transactions pratiqué par les banques de la zone euro. L'administrateur de l'indice €STER est la BCE (Banque Centrale Européenne). Cet administrateur bénéficie de l'exemption de l'article 2.2 du règlement benchmark en tant que banque centrale et à ce titre n'a pas à être inscrit sur le registre de l'ESMA. Des informations complémentaires sur cet indice sont accessibles à l'adresse https://www.ecb.europa.eu/stats/financial_markets_and_interest_rates/euro_short-term_rate/html/index.fr.html.

Conformément au règlement (UE) 2016/1011 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin, Sycomore Asset Management dispose d'une procédure de suivi des indices de références utilisés décrivant les mesures à mettre en œuvre en cas de modifications substantielles apportées à un indice ou de cessation de fourniture de cet indice.

STRATEGIE D'INVESTISSEMENT

Description de la stratégie utilisée :

La stratégie d'investissement du FCP repose sur la possibilité offerte à l'équipe de gestion de faire varier de façon opportuniste et discrétionnaire l'exposition de l'actif net aux marchés d'actions européens et internationaux (dont 10% pays émergents), de 0% à 100% de l'actif net, tout en satisfaisant aux normes fixées pour les Plans d'Epargne en Actions (« PEA »).

La sélection des actions est fondée sur un processus rigoureux d'analyse fondamentale des entreprises, sans contraintes sectorielles ou de capitalisation, mais selon les contraintes géographiques suivantes :

- Les actions d'émetteurs ayant leur siège social dans les pays de l'Union Européenne et/ou en Norvège représentent entre 75% et 100% de l'actif net du FCP;
- Les actions d'émetteurs ayant leur siège social en dehors de ces pays peuvent représenter jusqu'à 25% de l'actif net du FCP, dont 10% au plus de pays émergents.

Ce processus vise à identifier des sociétés de qualité selon l'analyse de l'équipe de gestion, et dont cette dernière considère que la valorisation boursière n'est pas représentative de la valeur intrinsèque estimée.

L'exposition au risque de change est limitée à 25% de l'actif du FCP.

L'allocation de l'actif net du FCP pourra être complétée par une exposition aux classes d'actifs suivantes :

- Instruments du marché monétaire, dans la limite de 25% de l'actif net ;

- Instruments dérivés, dans la limite de 100% de l'actif net, pour couvrir le portefeuille contre une baisse anticipée des marchés d'actions ou à l'inverse, pour augmenter l'exposition du portefeuille à ces mêmes marchés, ou encore en couverture du risque de change, à la discrétion de l'équipe de gestion.

L'allocation de l'actif net du FCP entre les différentes classes d'actifs sera réalisée de façon discrétionnaire par l'équipe de gestion, en fonction de ses anticipations et des perspectives qu'elle accorde aux marchés d'actions. Dans tous les cas les instruments financiers éligibles au PEA représenteront à tout moment au moins 75% de l'actif net du FCP.

De plus, la société de gestion vise à promouvoir les pratiques ESG des entreprises en votant lors des assemblées générales et, le cas échéant, en soumettant des résolutions, et, plus largement, en dialoguant avec les entreprises.

Compte tenu des caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par le fonds, ce dernier relève de l'article 8 SFDR (Règlement 2019/2088 du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers). Les informations relatives aux caractéristiques environnementales et sociales promues par le le fonds sont disponibles dans le document d'information précontractuelle SFDR joint au présent Prospectus.

Catégories d'actifs et instruments financiers à terme utilisés :

En dehors des actions précédemment décrites, les actifs suivants sont susceptibles d'entrer dans la composition du portefeuille du FCP.

Instruments du marché monétaire

Le FCP peut détenir jusqu'à 25% de son actif net en instruments monétaires, sous la forme de titres de dette publique ou privée notés au moins AA par les agences de notation ou jugés équivalents par la Société de Gestion, tels que BTF ou CDN, sans contrainte de répartition entre ces deux catégories.

OPCVM et/ou FIA

Le FCP peut détenir jusqu'à 10% de son actif net en actions ou parts des OPCVM ou FIA suivants :

- OPCVM européens dont français investissant moins de 10% de leur actif net en OPCVM ou FIA;
- FIA français respectant les quatre critères de l'article R. 214-13 du Code monétaire et financier.

Ces OPC sont sélectionnés par l'équipe de gestion après des rencontres avec les gestionnaires de ceux-ci, le principal critère de sélection après la complémentarité des stratégies étant la pérennité du processus d'investissement.

Dans ce cadre, les OPC éligibles au plan d'épargne en actions complètent les positions actions dans l'appréciation du respect des contraintes dudit plan.

Ces investissements peuvent être effectués dans le cadre de la gestion de la trésorerie du FCP ou pour protéger le portefeuille contre une baisse anticipée des marchés d'actions (OPC monétaires ou éligibles au PEA mais ayant un objectif de performance monétaire), avec pour objectif la réalisation de l'objectif de performance.

Le FCP a la possibilité, dans les limites susmentionnées, d'investir dans des OPC dont le promoteur ou la société de gestion est Sycomore Asset Management ou l'une de ses filiales.

Instruments dérivés

Le FCP intervient sur l'ensemble des marchés réglementés ou organisés français et étrangers des pays membres de l'OCDE.

Les instruments utilisés sont de nature futures et options.

Les stratégies mises en place dans le cadre de ces interventions visent soit à couvrir le portefeuille contre un risque de baisse d'un sous-jacent de type action soit à exposer le portefeuille afin de bénéficier de la hausse d'un sous-jacent de type action, ou en couverture du risque de change, à la discrétion de l'équipe de gestion.

Ces stratégies participent de manière annexe à la poursuite de l'objectif de gestion qui reste avant tout lié à la sélection des actions en portefeuille.

Elles permettent néanmoins de protéger la performance déjà acquise lorsque le gérant anticipe une phase de baisse pour les marchés actions (stratégie de couverture sur indices actions ou sur certaines sociétés jugées surévaluées par le gérant) ou d'exposer le portefeuille lorsque le gérant anticipe une hausse des marchés d'actions dont pourraient ne pas bénéficier pleinement les valeurs déjà en portefeuille.

Le FCP peut également conclure des contrats négociés de gré à gré tels que :

- Des « Contract For Differences » (ci-après « les CFD »), ayant pour éléments sous-jacents des actions ou des indices boursiers d'actions. Les CFD seront utilisés afin de répliquer un achat ou une vente de titres ou d'indices, ou de paniers de titres ou de paniers d'indices.
- Des contrats d'échange de performance ou « Total Return Swaps » (ci-après les « TRS »). Les TRS consistent en un échange de la valeur d'un panier d'actions à l'actif du FCP contre la valeur d'un indice financier. Ils servent à la gestion du niveau d'exposition du FCP aux marchés d'actions et à l'optimisation de la gestion de sa trésorerie.

L'engagement du FCP sur les marchés à terme via des instruments dérivés est limité à une fois l'actif net, cet engagement étant apprécié par la méthode de l'engagement.

Titres intégrant des dérivés

Le FCP intervient sur des instruments financiers intégrant des dérivés avec des sous-jacents de nature action.

Les instruments utilisés sont : warrants, BSA, certificats, EMTN (sans composante optionnelle) ainsi que tous les supports de type obligataire auxquels sont attachés un droit de souscription ou de conversion, et les obligations avec bons de souscription d'actions remboursables.

Les interventions sont réalisées afin d'exposer le portefeuille à une ou plusieurs sociétés répondant aux critères de sélection précédemment définis.

Dans tous les cas, l'utilisation d'instruments dérivés ou de titres intégrant des dérivés ne peut conduire à une surexposition du portefeuille.

Recours aux dépôts

Il n'est pas prévu de recourir aux dépôts dans le cadre de la gestion du FCP.

Recours aux emprunts d'espèces

Dans le cadre de son fonctionnement normal, le FCP peut se trouver temporairement en position débitrice et avoir recours à l'emprunt d'espèces, dans la limite de 10% de son actif net.

Recours aux acquisitions et cessions temporaires de titres

Il n'est pas prévu de recourir aux acquisitions et cessions temporaires de titres dans le cadre de la gestion du FCP.

Contrats constituant des garanties financières

Le FCP ne reçoit pas de garanties financières dans le cadre des transactions autorisées.

RISQUE GLOBAL

La méthode choisie par la société de gestion pour mesurer le risque global de l'OPC qu'elle gère est la méthode de calcul de l'engagement.

PROFIL DE RISQUE

Les risques inhérents au FCP sont :

- **le risque de perte en capital**, du fait de la possibilité que la performance du FCP ne soit pas conforme aux objectifs de gestion, aux objectifs des investisseurs (ces derniers dépendant de la composition de leurs portefeuilles), ou que le capital investi ne soit pas intégralement restitué, ou encore que cette performance soit diminuée d'un impact négatif de l'inflation ;

- **le risque général actions**, du fait de l'exposition jusqu'à 110% de l'actif net aux variations des marchés d'actions.

Le risque général actions est le risque que la valeur d'une action diminue, impactée par un mouvement de marché. En cas de baisse des marchés actions, la valeur liquidative pourra baisser.

- **le risque spécifique actions**, du fait de l'exposition jusqu'à 100% de l'actif net aux actions des sociétés qui composent son portefeuille ;

Le risque spécifique actions est le risque que la valeur d'une action diminue, impactée par une information défavorable propre à la société ou à son secteur d'activité. En cas d'information défavorable sur l'une des sociétés ou son secteur d'activité, la valeur liquidative pourra baisser.

- **le risque lié aux investissements en petites et moyennes capitalisations**, en raison de la faible capitalisation des entreprises dans lesquelles le FCP peut être amené à investir, l'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le marché des petites et moyennes capitalisations est destiné à recevoir des entreprises qui, en raison de leurs caractéristiques spécifiques, peuvent présenter des risques pour les investisseurs.

Le risque lié aux investissements en petites et moyennes capitalisations est le risque que le nombre de titres achetés ou vendus soit inférieur aux ordres transmis au marché, du fait du faible nombre de titres disponibles sur le marché. Ces valeurs peuvent connaître une volatilité plus importante que les grandes capitalisations et faire baisser la valeur liquidative.

- **le risque de taux et le risque de crédit**, du fait de la possibilité pour le FCP de détenir des titres de créances et instruments du marché monétaire, dans une limite de 25% de son actif net maximum ;

Le risque de taux est :

- le risque que les taux baissent lorsque les placements sont réalisés à taux variable (baisse du rendement) ;
- le risque que les taux augmentent lorsque les placements sont réalisés à taux fixe, la valeur d'un produit de taux (fixe) étant une fonction inverse du niveau des taux d'intérêts.

En cas de variation défavorable des taux d'intérêts la valeur liquidative pourra baisser.

Le risque de crédit est le risque que l'émetteur d'un titre de créance ne soit plus à même d'assurer le service de sa dette, c'est-à-dire son remboursement, ou que sa notation soit dégradée, pouvant entraîner alors une baisse de la valeur liquidative.

L'attention des investisseurs est attirée sur le fait que si ces produits ou instruments sont employés pour protéger le portefeuille contre le risque lié aux actions, les risques propres aux produits de taux et de crédit peuvent également engendrer pour les investisseurs une perte en capital.

- **le risque lié aux investissements en obligations convertibles**, du fait de la possibilité pour le FCP d'être exposé à des obligations convertibles.

Il s'agit du risque que la valeur liquidative baisse, impactée négativement par un ou plusieurs des éléments de valorisation d'une obligation convertible, à savoir : niveau des taux d'intérêts, évolution du prix des actions sous-jacentes et évolution du prix du dérivé intégré dans l'obligation convertible.

- **le risque lié à la gestion discrétionnaire et à la libre allocation des actifs**, du fait de la possibilité pour l'équipe de gestion d'allouer librement l'actif du FCP entre les différentes classes d'actifs. Le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des différents marchés (actions, taux, obligations). Il existe un risque que l'OPCVM ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

- **le risque de change**, certaines valeurs éligibles détenues en portefeuille pouvant être cotées dans une devise autre que l'euro. A ce titre l'attention des investisseurs est attirée sur le fait que le FCP est soumis à un risque de change dans une limite de 25% de son actif net au maximum pour un résident français ;

Le risque de change est le risque que la valeur d'une devise d'investissement diminue par rapport à la devise de référence du FCP, à savoir l'euro.

- **le risque lié aux pays émergents**, le FCP pouvant être exposé jusqu'à 10% de son actif net aux marchés des pays émergents. Il s'agit du risque que la valeur de ces investissements soit affectée par les aléas économiques et politiques de ces pays, pouvant tenir à une fragilité de leurs structures économiques, financières et politiques. En cas de baisse d'un ou plusieurs de ces marchés la valeur liquidative pourra baisser.

- **Le risque de contrepartie**, l'équipe de gestion pouvant conclure des contrats dérivés de gré à gré avec des établissements financiers ayant leur siège au sein de l'Union Européenne ou aux Etats-Unis et soumis à une surveillance prudentielle de la part d'une autorité publique.

Il s'agit du risque qu'une contrepartie fasse défaut et ne soit plus à même de restituer au FCP des fonds qui lui auraient été normalement dus dans le cadre d'une transaction, tels que dépôts de garantie ou valeur de marché positive d'une transaction. Ce risque est limité à 10% maximum de l'actif net par contrepartie. En cas de défaut d'une contrepartie la valeur liquidative pourra baisser.

- **Le risque méthodologique lié au processus d'analyse extra-financière** : L'absence de normes communes peut entraîner des approches différentes pour fixer et atteindre les objectifs ESG. Les facteurs ESG peuvent varier en fonction des thèmes d'investissement et de l'utilisation subjective des différents indicateurs ESG régissant la construction des portefeuilles. La sélection et les pondérations appliquées peuvent, dans une certaine mesure, être subjectives ou basées sur des mesures qui peuvent partager le même nom mais qui ont des significations sous-jacentes différentes. Les informations ESG, qu'elles proviennent d'une source externe et/ou interne, sont, par nature et dans de nombreux cas, basées sur une évaluation qualitative et un jugement, notamment en l'absence de normes de marché bien définies et en raison de l'existence de multiples approches de l'ISR. Un élément de subjectivité et de discrétion est donc inhérent à l'interprétation et à l'utilisation des données ESG. Il peut donc être difficile de comparer des stratégies intégrant des critères ESG. Les investisseurs doivent noter que la valeur subjective qu'ils peuvent ou non attribuer à certains types de critères ESG peut différer sensiblement d'un fonds à l'autre.

L'application des critères ESG au processus d'investissement peut exclure les titres de certains émetteurs pour des raisons non financières et, par conséquent, peut faire perdre certaines opportunités de marché disponibles aux fonds qui n'utilisent pas les critères ESG ou de durabilité. Les informations ESG provenant de fournisseurs de données tiers peuvent être incomplètes, inexactes ou non disponibles. En conséquence, il existe un risque d'évaluation incorrecte d'une valeur ou d'un émetteur, entraînant l'inclusion ou l'exclusion erronée d'une valeur. Les fournisseurs de données ESG sont des entreprises privées qui fournissent des données ESG pour une variété d'émetteurs. Ils peuvent donc modifier l'évaluation des émetteurs ou des instruments à leur discrétion. L'approche ESG peut évoluer et se développer au fil du temps, en raison d'un affinement des processus de décision en matière d'investissement pour tenir compte des facteurs et des risques ESG, et/ou en raison des évolutions juridiques et réglementaires.

- **Les risques de durabilité**: du fait d'événements climatiques qui peuvent résulter du changement climatique (risques physiques) ou de la réaction de la société au changement climatique (risques de transition), qui peuvent impacter négativement les investissements et la situation financière du fonds. Les événements sociaux (par exemple, l'inégalité, l'inclusion, les relations de travail, l'investissement dans le capital humain, la prévention des accidents, le changement de comportement des clients, etc.) ou les instabilités en matière de gouvernance (par exemple, la violation significative et récurrente des accords internationaux, les problèmes de corruption, la qualité et la sécurité des produits, les pratiques de vente, etc.) peuvent également constituer des risques de durabilité. Ces risques sont intégrés dans le processus d'investissement et le suivi des risques dans la mesure où ils représentent des risques matériels potentiels ou réels et/ou des opportunités de maximiser les rendements à long terme.

La prise en compte de ces risques est effectuée à travers l'utilisation de critères ESG, et plus précisément grâce à notre méthodologie SPICE décrite ci-dessus. Les conséquences de la survenance d'un risque de durabilité sont nombreuses et varient en fonction du risque spécifique, de la région et de la classe d'actifs. Par exemple, lorsqu'un risque de durabilité survient pour un actif, il impactera négativement sa valeur, et pourra entraîner une perte totale de celle-ci.

RAPPORT DE GESTION

COMMISSAIRE AUX COMPTES

PriceWaterHouseCoopers

POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Avril 2022

Les marchés financiers, toujours très volatils, sont en recul alors que le conflit ukrainien s'enlise et que la banque centrale américaine durcit son discours. En cette période de publication, plusieurs valeurs du portefeuille ont surpris positivement à l'image de Verallia, qui en dépit de l'envolée des prix du gaz et grâce à sa politique de couverture a surpassé les attentes du consensus avec une progression organique de son CA de 24% et une marge d'EBE quasi stable. Danone a également dépassé les attentes tout comme Carmila, qui a confirmé une activité commerciale solide, la signature de la vente d'un portefeuille d'actifs pour un prix de 150 M€ et le lancement d'un nouveau programme de rachat d'actions de 10 M€. En ce qui concerne les mouvements nous avons cédé Pearson avant le retrait de l'offre d'Apollo, réduit notre exposition aux valeurs pharmaceutiques (AstraZeneca et Sanofi) et renforcé TotalEnergies, Elis et Synlab.

Mai 2022

En dépit de l'enlisement du conflit ukrainien et de l'aggravation des tensions inflationnistes, le début d'assouplissement de la politique anti-covid chinoise et le recul des taux d'intérêts américains se sont traduits par un rebond marqué des marchés en fin de mois, le S&P 500 enregistrant son plus fort rebond hebdomadaire depuis 18 mois. Les matières premières ont maintenu leur surperformance : dans ce contexte, TotalEnergies et Rubis ont progressé significativement. Les publications de résultats qui s'achèvent ont été globalement supérieures aux attentes. Au sein du portefeuille, Synlab, leader européen des services de diagnostics a ainsi relevé ses objectifs 2022 et progressé de 26% suite à sa publication. Sur le plan des arbitrages, nous avons initié deux nouvelles positions, LVMH et Geberit, et renforcé Walt Disney et Netflix : ces sociétés ont en commun leur capacité à monter les prix dans un contexte inflationniste. Inversement, nous avons cédé les lignes Danone, AstraZeneca et Fiserv et allégé significativement Carrefour et Air Liquide.

Juin 2022

Les marchés, qui jusqu'à présent devaient faire face aux pressions inflationnistes et aux politiques restrictives des banques centrales, doivent maintenant prendre en considération une potentielle récession. C'est dans cet environnement que nous avons décidé en début de mois de réduire notre exposition de 20% pour la ramener à 55%. Nous avons considérablement réduit notre exposition au secteur de la santé avec les sorties de Sanofi, de Qiagen et la réduction de Synlab mais, également aux valeurs cycliques, comme le secteur automobile avec les ventes de nos positions en BMW et en Renault. La pondération d'Elis et de Verallia a été réduite. Nous avons enfin pris des profits sur des titres ayant eu un bon comportement boursier en 2022 comme Carrefour, Rubis et Carmila, et initié de nouvelles positions aux cours du mois en Pernod-Ricard et Geberit.

Juillet 2022

Après plusieurs mois d'un recul engendré par le durcissement des politiques monétaires et la possibilité d'une récession, les marchés financiers ont retrouvé une dynamique haussière, tablant à la fois sur une politique plus accommodante des banques centrales dès 2023 et le succès du combat contre l'inflation. Après avoir allégé notre exposition début juin, nous avons procédé à des achats progressifs sur des titres aux fondamentaux solides et aux valorisations raisonnables à l'image de Geberit ou de SGS. Nous avons également initié une position en SAP, qui a perdu 30% sur ses plus hauts alors que la transition de son activité vers le cloud se poursuit, et procédé à des renforcements sur Saint-Gobain, Verallia, Netflix et Fuchs Petrolub.

Août 2022

Le mois d'août a été marqué par la robustesse de l'économie américaine, mais surtout par le discours très « hawkish » de Jérôme Powell qui a contredit le scénario privilégié par les marchés d'un retour à une politique plus accommodante. Après avoir légèrement augmenté notre exposition au début du mois de juillet, nous avons décidé, à la suite de la hausse de près de 15% des indices actions depuis le début de l'été, de la réduire significativement mi-août en passant de 62% à 48%, avec un point bas à 40%.

Nous avons en particulier réduit notre exposition au secteur des médias en écrétant les positions détenues sur Disney et Netflix, les deux titres ayant fortement progressé à la suite de bonnes publications. Nous avons également allégé le secteur de la construction – Saint-Gobain et Geberit - et cédé les lignes Intercontinental, Boiron et Euroapi.

Septembre 2022

Les foyers d'inquiétude de l'année 2022 – énergie, Ukraine, taux d'intérêt, potentielle récession – n'ont cessé de se raviver en septembre. Aux Etats-Unis, la Fed accentue encore son discours de fermeté et se montre prête à prendre le risque d'une récession pour juguler les tensions inflationnistes. Cette posture est renforcée par la robustesse des dernières données économiques. En Europe, le discours de nombreuses entreprises a sensiblement évolué depuis l'été et se montre désormais beaucoup plus prudent, laissant anticiper de nombreuses révisions en baisse des prévisions de résultats. Dans ce contexte et après avoir fortement réduit notre taux d'exposition le mois dernier, nous avons procédé à de nombreux arbitrages : 1/des cessions de M6, de Viel & Cie, d'Elior et de Santander ; 2/des positions initiées en Amundi, et en Brembo ; 3/participation à l'introduction en bourse de Porsche et 4/un renforcement de nos positions en Sanofi et en SAP. L'ensemble de ces arbitrages porte notre taux d'exposition au-delà de 60% en fin de mois.

Octobre 2022

Les marchés rebondissent fortement soutenus par les premières publications globalement solides de la part des entreprises. La crise énergétique européenne est, pour le moment, passée au second plan, aidée par un automne doux et par de nombreuses initiatives de réductions de consommation qui accélèrent la détente des prix de l'énergie. Nombreuses ont été les sociétés qui ont publié des résultats encourageants en démontrant leur capacité à répercuter les différentes hausses de coûts subis par l'environnement inflationniste, à l'image d'Elis (+13%) ou de Verallia (+21%) parmi les principaux contributeurs du mois. Carrefour a fait état d'un bon niveau d'activité lui permettant de revoir à la hausse sa guidance de génération de trésorerie pour l'année. Anheuser-Busch InBev, soutenue par la résilience des marchés d'Amérique latine a ajusté ses perspectives de croissance de son EBE à 8%. Netflix a profité d'une publication solide et du lancement prochain de son offre économique qui s'accompagnera de publicités pour revenir vers les 300\$. Après avoir fortement augmenté notre exposition courant septembre, nous avons écrité de nombreuses positions et cédé Porsche, Brembo, Interpump, Korian et Netflix afin de ramener notre taux d'exposition à 59%.

Novembre 2022

Des chiffres d'inflation globalement plus faibles qu'attendu ont permis au marché d'afficher une progression solide au cours du mois. Les investisseurs commencent en effet à croire à nouveau au scénario du pivot des banques centrales, c'est-à-dire un possible assouplissement des politiques monétaires à partir de l'année prochaine, dans un contexte de ralentissement économique. Cette amorce de détente des rendements obligataires a particulièrement bénéficié aux sociétés technologiques et aux valeurs de qualité/croissance. Au sein du portefeuille, nous avons soldé nos positions en Air Liquide, Saint-Gobain, Ackermans et Faurecia, initié une position en Porsche et renforcé la pondération de SGS, Geberit, Walt Disney, Elis et ALD, qui vient par ailleurs d'obtenir l'accord de la Commission Européenne pour l'acquisition de son concurrent LeasePlan.

Décembre 2022

Après le rebond récent, les actions ont corrigé en décembre, et la hausse des taux longs s'est amplifiée avec une OAT franchissant la barre des 3%. Dans ce contexte « conduit par la macroéconomie », les secteurs gagnants (énergie, banques) et perdants (technologie, immobilier) restent les mêmes, et ont donc amplifié leurs écarts de performance. Nos positions en Vonovia, Carmila, Believe ont ainsi coûté. En revanche, les discours optimistes des managements d'ALD (fusion transformante avec LeasePlan), Elis (résilience) et Verallia (pouvoir de fixation des prix) ont eu un impact positif sur les cours. L'exposition nette actions a été réduite de 57% à près de 50%. Nous avons réduit notre exposition dans la tech (SAP et TSMC) et dans l'immobilier (Vonovia), pour se renforcer en ALD et Sanofi. Dès le début de l'année, nous continuerons à implémenter des positions qui répondront au thème de la transformation stratégique pour s'affranchir en partie de la macroéconomie et pour jouer des expansions de multiples.

Janvier 2023

Le démarrage en trombe du marché actions en Europe nous a surpris, dans un contexte où la lutte des banques centrales contre l'inflation n'est pas achevée et où la visibilité pour les sociétés sur 2023 semble réduite. Nous avons donc profité de ce mouvement pour réduire progressivement l'exposition nette aux actions. Nous avons augmenté notre exposition au thème de la transformation stratégique à travers des renforcements en ALD et Enel, et en initiant deux nouvelles positions en Veolia et TotalEnergies. Veolia, à travers l'acquisition de Suez, générera des synergies substantielles et améliore de fait son profil de croissance en étant moins cyclique. Par ailleurs, nous avons clôturé nos positions en Sanofi, Rubis, SGS, AB Inbev et Geberit.

Février 2023

Le mois de février a été marqué par des publications en Europe de très bonne facture sur un fond de persistance inflationniste et de poursuite des tensions géopolitiques. Nous avons donc conservé une exposition nette aux actions prudente (inférieure à 50%).

En revanche, nous avons coupé 5 positions (Walt Disney, Verbund, Chargeurs, Fuchs Petrolub et Atos) et investi dans Publicis, STMicroelectronics, Stellantis, Galp et Engie. Publicis et Engie sont deux exemples de transformation stratégique. A travers l'acquisition de CitrusAd et sa joint-venture avec Carrefour dans le retail media, Publicis accélère son pivot dans le digital media, et cela lui permet de gagner des parts de marché. Quant à Engie, la hausse de 50% du capex de croissance associée à un focus sur les renouvelables lui permet d'espérer une hausse des BPA de 9% en 2024 et 2025.

Mars 2023

Le mois de mars s'est révélé difficile pour les financières (SVB, CS), pour les cycliques (perspectives de croissance à moyen terme en baisse) et pour les pétrolières (production en Russie plus forte et redémarrage de la Chine plus lent que prévus). Les taux longs ayant baissé (refuge, moindre inflation et ralentissement), les secteurs défensifs à forte duration (Utilities et Télécoms) ont bien résisté. Au-delà des cycliques (Saint-Gobain et Imerys), nous avons souffert particulièrement à travers nos expositions financières (ALD et Amundi) et pétrolières (TotalEnergies et Galp). Le positionnement du fonds étant défensif (plus du tiers du portefeuille investi), nous avons profité de la baisse du marché pour remonter l'exposition nette du fonds aux actions à plus de 60%, en ajoutant notamment deux nouvelles convictions : Worldline (5%) et EDP (3%).

Sur la période, Sycomore Partners enregistre les performances suivantes :

Catégorie de parts	Performance sur la période
AD	+2.49%
I	+3.54%
IB	+3.24%
IBD	+3.24%
P	+1.98%
R	+2.65%
X	+3.80

**Performance calculée coupons réinvestis. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.*

CHANGEMENTS INTERVENUS SUR LA PERIODE

Les modifications ci-après sont intervenues sur la période :

- Création d'une nouvelle part MF (dormante au 31.03.2023),
- Utilisation du dispositif IZNES pour les parts à inscrire ou inscrites au dispositif d'enregistrement électronique partagé,
- Reformulation de la rubrique « forme des parts »,
- Reformulation de la rubrique décimalisation/fractionnement,
- Reformulation de la rubrique « Conditions de souscription et de rachat »,
- Mise à jour de l'objectif de gestion,
- Remplacement de l'indice €STER capitalisé par l'indice composite 50 % Euro Stoxx Net Return + 50% €STR capitalisé,
- Modification de la stratégie d'investissement,
- Reformulation du risque méthodologique lié au processus d'analyse extra-financière et du risque de durabilité,
- Mise à jour des règles de calcul de la commission de surperformance à compter du 1er avril 2023,
- Mise à jour de la rubrique « Informations d'ordre commercial »,
- Ajout des documents précontractuels imposés par le règlement délégué du 06 avril 2022 complétant le règlement SFDR,
- La fusion intragroupe de BNP Paribas Securities Services, valorisateur et dépositaire du fonds, avec sa société mère, BNP Paribas SA a eu lieu le 1 octobre 2022.

INFORMATIONS SUR L'INTEGRATION DES CRITERES ESG DANS LA POLITIQUE INVESTISSEMENT

Conformément aux dispositions du décret n° 2012-132 du 30 janvier 2012 relatif à l'information par les sociétés de gestion de portefeuille des critères sociaux, environnementaux et de qualité de gouvernance pris en compte dans leur politique d'investissement, Sycomore Asset Management tient à la disposition des porteurs, sur son site internet (www.sycomore-am.com), un document intitulé « Politique d'intégration ESG », qui présente les principes, les outils d'analyse, les ressources humaines dédiées à l'intégration ESG, ainsi que la politique de transparence, de vote et d'engagement de Sycomore AM.

EVOLUTION DE L'ACTIF NET

	Au 31 mars 2022			Au 31 mars 2023		
	Nombre de parts	Valeur de la part	Actif net total	Nombre de parts	Valeur de la part	Actif net total
AD	1 944.91	98.21€	242 071 897.36€	1 701.30	98.83 €	164 763 607.31 €
I	23 870.51	1 729.61€		6 698.82	1 790.78 €	
IB	28 172.47	1 707.20€		14 292.67	1 762.50 €	
IBD	9 933.40	1 550.50€		6 509.35	1 582.43 €	
P	70 396.56	1 429.05€		61 016.66	1 457.28 €	
R	15 311.17	1 607.70€		12 823.67	1 650.38 €	
X	6 568.59	1 808.53€		3 742.14	1 877.30 €	

INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Le FCP intervient sur l'ensemble des marchés réglementés ou organisés français et étrangers des pays membres de l'OCDE.

Les instruments utilisés sont de nature futures et options.

Les stratégies mises en place dans le cadre de ces interventions visent soit à couvrir le portefeuille contre un risque de baisse d'un sous-jacent de type action soit à exposer le portefeuille afin de bénéficier de la hausse d'un sous-jacent de type action, ou en couverture du risque de change, à la discrétion de l'équipe de gestion. Ces stratégies participent de manière annexe à la poursuite de l'objectif de gestion qui reste avant tout lié à la sélection des actions en portefeuille. Elles permettent néanmoins de protéger la performance déjà acquise lorsque le gérant anticipe une phase de baisse pour les marchés actions (stratégie de couverture sur indices actions ou sur certaines sociétés jugées surévaluées par le gérant) ou d'exposer le portefeuille lorsque le gérant anticipe une hausse des marchés d'actions dont pourraient ne pas bénéficier pleinement les valeurs déjà en portefeuille.

INFORMATION SUR L'UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES DE NEGOCIES DE GRE A GRE

Le FCP intervient sur des instruments financiers intégrant des dérivés avec des sous-jacents de nature action.

Les instruments utilisés sont : warrants, BSA, certificats, EMTN (sans composante optionnelle) ainsi que tous les supports de type obligataire auxquels sont attachés un droit de souscription ou de conversion, et les obligations avec bons de souscription d'actions remboursables. Les interventions sont réalisées afin d'exposer le portefeuille à une ou plusieurs sociétés répondant aux critères de sélection précédemment définis. Dans tous les cas, l'utilisation d'instruments dérivés ou de titres intégrant des dérivés ne peut conduire à une surexposition du portefeuille.

Le FCP peut également conclure des contrats négociés de gré à gré tels que :

- Des « Contract For Differences » (ci-après « les CFD »), ayant pour éléments sous-jacents des actions ou des indices boursiers d'actions. Les CFD seront utilisés afin de répliquer un achat ou une vente de titres ou d'indices, ou de paniers de titres ou de paniers d'indices.

- Des contrats d'échange de performance ou « Total Return Swaps » (ci-après les « TRS »). Les TRS consistent en un échange de la valeur d'un panier d'actions à l'actif du FCP contre la valeur d'un indice financier. Ils servent à la gestion du niveau d'exposition du FCP aux marchés d'actions et à l'optimisation de la gestion de sa trésorerie.

SYCOMORE PARTNERS

MESURE DU RISQUE GLOBAL

L'engagement du FCP sur les marchés à terme via des instruments dérivés est limité à une fois l'actif net, cet engagement étant apprécié par la méthode de l'engagement.

INSTRUMENTS FINANCIERS GERES PAR LA SOCIETE DE GESTION OU UNE SOCIETE LIEE

Au 31 mars 2023, le FCP détenait des parts ou actions des OPC suivants :

- SYCOMORE SELECTION MIDCAP
- SYCOMORE GLOBAL ECO SOLUTIONS
- SYCOMORE GLOBAL HAPPY AT WORK

MOUVEMENTS INTERVENUS AU COURS DE LA PERIODE

MOUVEMENTS	
Achat Actions	479
Vente Actions	590
Achat Future	18
Vente Future	32
Achat CFD	0
Vente CFD	0
Achat DS/BS	0
Vente DS/BS	0

MOUVEMENTS	
Achat OPCVM	1
Vente OPCVM	6
Achat Obligations	0
Vente Obligations	0
Achat ETF	0
Vente ETF	0

ISIN	Étiquettes de lignes	Nombre opération		Somme de MONTANT_BRUT	
		V	A	V	A
FR0004125920	AMUNDI	17	13	9 973 476,37 €	6 559 269,02 €
FR0010828137	CARMILA	4	40	640 945,02 €	3 881 161,16 €
FR0000130692	CHARGEURS		27		2 743 635,51 €
FR0012435121	ELIS	13	30	6 521 533,32 €	15 007 145,75 €
NL0000009165	HEINEKEN NV	13	19	41 591 669,72 €	42 190 523,68 €
FI4000297767	NORDEA	15	12	39 690 852,20 €	40 365 731,32 €
FR0000064784	PEUGEOT INVEST SA	5	40	1 212 551,79 €	5 421 233,45 €
FR0013269123	RUBIS	11	37	3 392 182,38 €	17 850 820,14 €
FR0000125007	SAINT GOBAIN	19	14	14 991 584,05 €	16 195 076,50 €
FR0000120578	SANOFI-AVENTIS	15	13	12 590 420,51 €	23 281 719,34 €
DE000A2TSL71	SYNLAB	23	10	3 787 613,32 €	5 295 563,32 €
FR0013447729	VERALLIA	6	21	2 304 766,09 €	5 952 939,22 €

INFORMATION SUR LA CESSION TEMPORAIRE DES TITRES AU SEIN DU FCP (PRÊT DE TITRES)

Le FCP n'est pas autorisé à recourir aux acquisitions ou cessions temporaires de titres.

ELIGIBILITE DU FONDS AU PLAN D'EPARGNE EN ACTIONS

Le FCP est éligible au Plan d'Epargne en Actions (PEA) et a maintenu à ce titre un investissement en actions éligibles au PEA supérieur ou égal à 75% sur la période. Le 31/03/2023, le portefeuille du fonds Sycomore Partners était investi à 89.36% en titre éligibles au PEA.

POLITIQUE EN MATIERE DE DROITS DE VOTE

Sycomore Asset Management tient à la disposition des porteurs un document intitulé « Politique de vote », qui, conformément aux dispositions des articles 314-100 et 318-21 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, présente les conditions dans lesquelles elle exerce les droits de vote attachés aux titres détenus par les OPCVM dont elle assure la gestion.

PROCEDURE DE SELECTION DES INTERMEDIAIRES

Sycomore Asset Management sélectionne et évalue les intermédiaires avec lesquels elle est en relation, pour ne retenir que ceux offrant la plus grande efficacité dans leur domaine d'intervention.

Sycomore Asset Management confié la négociation de ses ordres à Sycomore Market Solutions. Sycomore Market Solutions reçoit les ordres initiés par la société de gestion pour le compte du FCP et en assure la transmission aux intermédiaires et contreparties de marché avec pour mission principale de rechercher la meilleure exécution possible de ces ordres.

COMPTE-RENDU RELATIF AUX FRAIS D'INTERMEDIATION

Sycomore Asset Management tient à la disposition des porteurs, sur son site internet (www.sycomore-am.com), un document intitulé « Compte rendu relatif aux frais d'intermédiation », qui présente les conditions dans lesquelles il a été recouru, pour l'année précédente, à des services d'aide à la décision d'investissement et d'exécution d'ordres.

TECHNIQUE DE GESTION EFFICACE DU PORTEFEUILLE ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

- a) Exposition obtenue au travers de techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés
- Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace : néant.
 - Prêt de titres : néant
 - Emprunt de titres : néant
 - Prises en pension : néant
 - Mises en pension : néant
 - Expositions sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés :
 - CFD sur actions :
 - Change à terme :
 - Futures sur actions : / Futures sur devises : / Futures sur indices : -16 404 850 EUR
 - Options* :
 - Swap* : - 39 413 646.01 EUR

* Types de sous-jacents : actions et devises.

- b) Identité de la/des contrepartie(s) aux techniques de gestion efficace du portefeuille et instruments financiers dérivés

Techniques de gestion efficace du portefeuille	Instruments financiers dérivés (sauf dérivés listés)
Néant	Société Générale

SYCOMORE PARTNERS

c) Garanties financières reçues par l'OPCVM afin de réduire le risque de contrepartie

Types d'instruments	Montant en devise du portefeuille (euro)
Techniques de gestion efficace	
Dépôts à terme	Néant
Actions	Néant
Obligations	Néant
OPCVM	Néant
Espèces	Néant
Total	Néant
Instruments financiers dérivés	
Dépôts à terme	Néant
Actions	Néant
Obligations	Néant
OPCVM	Néant
Espèces	1 254 118.90 EUR
Total	1 254 118.90 EUR

d) Revenus et frais opérationnels liés aux techniques de gestion efficace

Revenus et frais opérationnels	Montant en devise du portefeuille (euro)
Revenus perçus sur prêts et prises en pension	Néant
Autres revenus	Néant
Total des revenus	Néant
Frais opérationnels directs	Néant
Frais opérationnels indirects	Néant
Autres frais	Néant
Total des frais	Néant

TRANSPARENCE DES OPERATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET LA REUTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS - REGLEMENTATION SFTR (en euros)

	Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en position	Prise en pension	TRS – Total Return Swap
--	-----------------	--------------------	------------------	------------------	-------------------------

- Titres et matières premières prêtés

Montant					
% de l'actif net					

- Actifs engagés pour chaque type d'opérations de financement sur titres et TRS exprimés en valeur absolue

Montant					
% de l'actif net					

SYCOMORE PARTNERS

- 10 principaux émetteurs de garanties reçues (hors cash) pour tous les types d'opérations de financement

--	--	--	--

- 10 principales contreparties en valeur absolue des actifs et des passifs sans compensation

Société Générale			39 413 646.01
------------------	--	--	---------------

- Type et qualité des garanties (collatéral)

Type			
Actions			
Obligations			
OPC			
TCN			
Cash			1 254 118.90 EUR
Rating			

Monnaie de la garantie			
EURO			1 254 118.90 EUR

- Règlement et compensation des contrats

Triparties			
Contrepartie centrale			
Bilatéraux			X

- Echéance de la garantie ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour			
1 jour à 1 semaine			1 254 118.90 EUR
1 semaine à 1 mois			
1 à 3 mois			
3 mois à 1 an			
Plus d'1 an			
Ouverte			

- Echéance des opérations de financement sur titres et TRS ventilée en fonction des tranches

Moins d'1 jour			
1 jour à 1 semaine			
1 semaine à 1 mois			
1 à 3 mois			
3 mois à 1 an			- 39 413 646.01
Plus d'1 an			
Ouverte			

	Prêts de titres	Emprunts de titres	Mise en position	Prise en pension	TRS – Total Return Swap
--	-----------------	--------------------	------------------	------------------	-------------------------

- Données sur la réutilisation des garanties

Montant maximal (%)			
Montant utilisé (%)			
Revenus pour OPC suite au réinvestissement des garanties espèces euro			

SYCOMORE PARTNERS

- Données sur la conservation des garanties reçues par l'OPC

BNP Paribas Services					1 254 118.90 EUR
Titres					
Cash					

- Données sur les revenus et les coûts ventilés

Revenus					
OPC					
Gestionnaire					
Tiers					
Coûts					
OPC					
Gestionnaire					
Tiers					

- Données Type et qualité des garanties (collatéral)

Le collatéral reçu doit être conforme à la politique de SYCOMORE ASSET MANAGEMENT élaborée afin de garantir un haut niveau de qualité et de liquidités ainsi qu'une absence de corrélation directe avec la contrepartie de l'opération. De plus, la politique de collatéralisation de SYCOMORE ASSET MANAGEMENT définit des niveaux de sur-collatéralisation adaptés à chaque type de titres pour faire face le cas échéant à la variation de leur valeur. Enfin un dispositif d'appel de marge quotidien est en place afin de compenser les variations de mark to market des titres.

- Données sur la réutilisation des garanties

Les OPCVM doivent impérativement réinvestir l'intégralité de leurs garanties cash (ie. Montant maximal = montant maximal utilisé = 100%), mais ne peuvent réutiliser leurs garanties titres (ie. Montant maximal = montant utilisé = 0%).

Par ailleurs, en cas de réception de garanties financières en espèces, celles-ci doivent, dans des conditions fixées par la réglementation, uniquement être :

- placées en dépôt ;
- investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
- utilisées dans une prise en pension livrée ;
- investies dans des organismes de placement collectif (OPC) monétaire court terme ;

Pour les opérations réalisées par SYCOMORE ASSET MANAGEMENT, en mode agent ou en mode principal, les sommes reçues au titre du collatéral espèces sur les opérations de cessions temporaires de titres sont investies dans des obligations d'Etat de haute qualité.

- Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

Toutes les garanties financières fournies par l'OPC sont transférées en pleine propriété.

- Données sur les revenus et les coûts ventilés

Il n'a pas été effectué d'opérations d'acquisitions ou de cession temporaires de titres sur l'OPCVM au cours du dernier exercice.

REMUNERATION

Extrait de la politique de rémunération de Sycomore AM mise à disposition sur le site internet de la société www.sycomore-am.com

Conformément à la réglementation issue des directives 2011/65/CE (dite « AIFM ») et 2014/91/CE (dite « UCIT V »), Sycomore AM (SAM) a établi une politique de rémunération. Elle a pour objectifs de promouvoir l'alignement des intérêts entre les investisseurs, la société de gestion et les membres de son personnel, ainsi qu'une gestion saine et efficace des risques des portefeuilles gérés et de la société de gestion, en tenant compte de la nature, la portée et la complexité des activités de SAM.

1. Principes relatifs à la détermination et au versement des rémunérations de l'ensemble du personnel

La rémunération du personnel de SAM se compose au minimum des éléments suivants :

- Une rémunération fixe ;
- Une rémunération variable, qui récompense la performance individuelle et collective des unités de travail ;
- Des dispositifs complémentaires faisant partie d'une politique générale et non discrétionnaire à l'échelle de la société de gestion, en vigueur ou à venir, tels que l'intéressement, la participation...

Le cas échéant, certains membres du personnel peuvent :

- Bénéficier directement ou indirectement d'une participation dans le capital de SAM ;
- Bénéficier de la mise à disposition ou de la prise en charge d'un logement.

Un équilibre approprié est établi entre les parts fixe et variable de la rémunération globale des membres du personnel. En toute hypothèse, la rémunération fixe représente une part suffisamment élevée de la rémunération globale pour qu'une politique pleinement souple puisse être exercée en matière de rémunération variable, notamment la possibilité de ne payer aucune rémunération variable. La période de référence servant à l'évaluation des membres du personnel, y compris du Personnel Identifié, et à la mesure de ses performances en vue de la détermination des rémunérations variables correspond à l'année civile (1er janvier au 31 décembre). La Politique de rémunération est déterminée de manière à éviter les situations de conflits d'intérêts et pour prévenir les prises de risques inconsidérés ou incompatibles avec l'intérêt des clients de Sycomore AM.

2. Gouvernance et contrôle des rémunérations

La Politique de rémunération est définie et adoptée par la direction générale de la société de gestion, après avis du Directeur des Ressources Humaines et du Responsable Conformité et Contrôle Interne.

La mise en œuvre de la Politique de rémunération fait l'objet, au moins une fois par an, d'une évaluation interne par le Responsable Conformité et Contrôle Interne, qui vérifie que cette mise en œuvre est conforme à la politique et aux procédures de rémunération adoptées par la direction générale. Un comité des rémunérations (ci-après le « comité ») réunit une fois par an deux membres n'appartenant pas au personnel de Sycomore AM, l'un de ces derniers présidant le comité. Ce comité a pour missions d'examiner annuellement la mise en œuvre de la Politique de rémunération et de fournir des avis à la direction.

3. Personnel Identifié

Certains membres du personnel sont identifiés dans la présente sous le vocable de « Personnel Identifié ». Conformément à la réglementation en vigueur, le Personnel Identifié comprend les collaborateurs dont l'activité professionnelle peut avoir une influence significative, de par leurs décisions, sur le profil de risque de la société de gestion et/ou des produits gérés. Le périmètre du Personnel Identifié est déterminé par la Direction des Ressources Humaines et validé par le Responsable Conformité et Contrôle Interne. Il est ensuite approuvé par la direction générale de la société de gestion.

Le Personnel Identifié comprend :

- Les membres de la direction générale ;
- Les gestionnaires des portefeuilles et négociateurs ;
- Les responsables des relations avec les investisseurs (management sénior des équipes commerciales et marketing) ;
- Le Directeur des ressources humaines ;
- Les Responsables opérationnels ;
- Le Responsable de la conformité et du contrôle interne ;
- Le Responsable du contrôle des risques ;
- Les membres du personnel dont la rémunération globale se situe dans la même tranche que les personnels précités et dont les activités peuvent influencer le profil de risque de la société de gestion ou des produits gérés.

4. Détermination des montants théoriques de rémunération variable

A l'issue de chaque exercice Sycomore AM détermine la valeur ajoutée créée par l'entreprise, pour en assurer un partage équitable après impôts et taxes entre les collaborateurs salariés, d'une part, et la société pour financer son développement, d'autre part. Cette valeur ajoutée est déterminée à partir des frais de gestion perçus sur les portefeuilles des OPC gérés, desquels sont déduites l'ensemble des charges hors salaires supportées par la société de gestion. Un pourcentage de cette valeur ajoutée constitue le budget global de rémunération (fixe et variable).

Une fois ce budget global de rémunération calculé, tous les membres du personnel font l'objet d'une évaluation annuelle en janvier à l'issue de laquelle un montant théorique de rémunération variable individuelle est déterminé, dans les limites du budget global de rémunération variable. Cette évaluation repose pour tous les membres du personnel sur l'appréciation d'indicateurs clés de performance préalablement proposés par les responsables des unités de travail et validés par un comité de direction élargi et tenant compte du statut d'entreprise à mission de Sycomore AM.

Les règles de détermination des montants théoriques de rémunération variable sont suivies par un groupe de travail qui se réunit trois fois par an.

5. Modalités de versement de la rémunération variable

Pour les membres du personnel n'appartenant pas au Personnel Identifié et pour le Personnel Identifié dont la rémunération variable envisagée lors des entretiens d'évaluation demeure inférieure au seuil déterminé dans les conditions fixées à l'article 6 de la présente politique, ladite rémunération variable devient acquise.

Pour le Personnel Identifié, hors responsables des fonctions de contrôle, dont la rémunération variable déterminée lors des entretiens d'évaluation excède le seuil déterminé dans les conditions fixées à l'article 6 de la présente politique, le dispositif applicable à la rémunération variable est le suivant :

- 50% de la rémunération variable due devient acquise et payable en numéraire au jour du paiement des salaires du mois de janvier.
- 50% de la rémunération variable due sera versée progressivement sur les trois années civiles suivantes, au prorata, et prendra une forme numéraire indexée sur des indicateurs permettant de vérifier l'alignement des intérêts du Personnel Identifié et des investisseurs.

Pour le Personnel Identifié assumant la responsabilité des fonctions de contrôle, dont la rémunération variable excède le seuil déterminé dans les conditions fixées à l'article 6, le dispositif applicable à la rémunération variable est le suivant :

- 50% de la rémunération variable due au titre des entretiens d'évaluation devient acquise et payable en numéraire au jour du paiement des salaires du mois de janvier.
- 50% de la rémunération variable due sera versée progressivement sur les trois années civiles suivantes, au prorata, et prend une forme numéraire fixe.

Une mesure de simplification opérationnelle pourra mise en œuvre relativement à l'indexation des tranches de rémunération variable à percevoir, selon la situation de chaque membre du Personnel Identifié.

Dans tous les cas toute rémunération variable ne sera versée que si elle est compatible avec la situation financière de la société de gestion dans son ensemble et si elle est justifiée par les performances de l'unité opérationnelle, des portefeuilles et du Personnel Identifié concerné.

Le Personnel Identifié est tenu de s'engager à ne pas utiliser de stratégies de couverture personnelle ou d'assurances liées à leur rémunération ou à leurs responsabilités pour contrecarrer l'incidence des dispositions précédentes. De même, la rémunération variable n'est pas versée par le biais d'instruments ou de méthodes qui facilitent le contournement des exigences de la réglementation et de la présente politique.

6. Principe de proportionnalité

Conformément à la réglementation en vigueur, il est précisé que le dispositif mentionné à l'article 5 trouve à s'appliquer uniquement aux membres du Personnel Identifié dont la rémunération variable excède un seuil fixé par la direction générale.

7. Rémunération variable garantie

La rémunération variable garantie est exceptionnelle, ne s'applique que dans le cadre de l'embauche d'un nouveau membre du personnel et est limitée à la première année.

Montant total des rémunérations fixes de l'ensemble du personnel de la société de gestion : 6 604 873 €

Montant total des rémunérations variables de l'ensemble du personnel de la société de gestion : 1 371 000 €

Nombre de bénéficiaires : 76, dont 47 de la catégorie Personnel Identifié

Montant total des rémunérations fixes et variables du Personnel Identifié : 6 294 557€

Les montants indiqués couvrent l'ensemble des activités de la société de gestion pour l'année 2022.

NB : Les données relatives à la rémunération n'ont pas été auditées par le commissaire aux comptes de l'OPC.

Informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852

Dénomination du produit : Sycomore Partners

Identifiant d'entité juridique: 969500QXA66RSG7W5229

Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Par investissement durable on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier investit appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La taxinomie de l'UE est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852 qui dresse une liste d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Ce règlement ne dresse pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Les indicateurs de durabilité permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Ce produit financier avait-t-il un objectif d'investissement durable ?

Oui

Non

Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif environnemental : ___%

dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

Il a réalisé des investissements durables ayant un objectif social : ___%

Il promouvait des caractéristiques environnementales et sociales (E/S) et, bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de 36% d'investissements durables

ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

avec un objectif social

Il promouvait des caractéristiques E/S, mais n'a pas réalisé d'investissements durables



Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes?

Tel qu'indiqué dans le prospectus, le fonds vise réaliser une performance significative sur un horizon minimum de placement recommandé de cinq ans, par une sélection rigoureuse d'actions européennes et internationales intégrant des critères ESG contraignants, associée à une variation opportuniste et discrétionnaire de l'exposition du portefeuille aux marchés d'actions.

1

L'univers d'investissement du fonds est construit en appliquant deux filtres successifs, le premier relatif aux risques ESG et le second relatif à un champ d'opportunités ESG, de sorte que toute entreprise investie réponde cumulativement aux conditions suivantes :

- **Filtre d'exclusion des principaux risques ESG** : il a pour objectif d'exclure toute entreprise présentant des risques en matière de développement durable. Les risques identifiés regroupent les pratiques et performances extra-financières insuffisantes susceptibles de remettre en cause la compétitivité des entreprises. Une société est ainsi exclue si
 1. Elle est impliquée dans des activités identifiées dans la politique d'exclusion de Sycomore AM¹ pour leurs impacts sociaux ou environnementaux controversés, ou
 2. Elle est visée par une controverse de niveau 3/3², ou
 3. Elle a obtenu une note SPICE³ strictement inférieure à 2.5/5.
- **Filtre de sélection des principales opportunités ESG** : il a pour objectif de favoriser les entreprises présentant des opportunités de développement durable et répondant à au moins l'une des conditions suivantes :
 1. Cumulativement :
 - Entreprises revendiquant une stratégie de transformation profonde en matière de développement durable (offre de produits ou services, ou évolution de ses pratiques). Le Fonds a pour vocation d'accompagner la transformation environnementale, sociale, sociétale et de gouvernance de ces entreprises. Les axes d'amélioration identifiés par la société de gestion doivent être satisfaits dans un délai maximum de trois ans ; ET
 - Entreprises justifiant d'une notation SPICE supérieure ou égale à 2,5/5
 2. Entreprises dotées d'une note SPICE supérieure ou égale à 3.5/5
 3. Entreprises qualifiées d'investissements durables au sens de SFDR, tel qu'explicité dans ce document

En complément, le Fonds s'engage à investir au moins 1% de son actif net dans des investissements durables, ayant soit un objectif environnemental, soit un objectif social.

A la fin de la période de référence, le Fonds remplissait l'intégralité des critères susmentionnés, dont les éléments chiffrés sont présentés à la page suivante.

¹ <https://fr.sycomore-am.com/telecharger/1502266784>

² Ibid

³ SPICE est un acronyme pour Suppliers&Society, People, Investors, Clients and Environment. Cet outil évalue la performance des entreprises en matière de durabilité. Il intègre l'analyse des risques et opportunités économiques, environnementales, sociales, sociétales et de gouvernance dans les pratiques de l'entreprise et dans les produits et services qu'elle délivre. Le cadre d'analyse inclut 90 critères à partir desquels une note de 1 à 5 est attribuée à chaque lettre de SPICE. Ces cinq scores sont pondérés selon la matérialité des impacts de l'entreprise. Plus d'informations sur l'outil sur le site internet de Sycomore AM : SPICE est un acronyme pour Suppliers&Society, People, Investors, Clients and Environment. Cet outil évalue la performance des entreprises en matière de durabilité. Il intègre l'analyse des risques et opportunités économiques, environnementales, sociales, sociétales et de gouvernance dans les pratiques de l'entreprise et dans les produits et services qu'elle délivre. Le cadre d'analyse inclut 90 critères à partir desquels une note de 1 à 5 est attribuée à chaque lettre de SPICE. Ces cinq scores sont pondérés selon la matérialité des impacts de l'entreprise. Plus d'informations sur l'outil sur le site internet de Sycomore AM : <https://fr.sycomore-am.com/telecharger/1329406490>

SYCOMORE PARTNERS

● Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?

Niveau d'application	Indicateur	Unité	Période de référence	Engagement précontractuel
Entreprise investie	Conformité Filtres de sélection en matière de durabilité	% d'entreprises conformes	100%	100%
	- Entreprises revendiquant une stratégie de transformation profonde en matière de développement durable ET SPICE \geq 2.5/5 ; OU		-	-
	- SPICE \geq 3.5/5 OU		-	-
	- Investissement durable au sens de SFDR		-	-
	Conformité Filtres d'exclusion en matière de durabilité	% d'entreprises conformes	100%	100%
	- Entreprises conformes à la politique d'exclusion Sycomore AM		-	-
	- Entreprises conformes au cadre d'analyse des controverses		-	-
	- SPICE \geq 2.5/5		-	-
	Investissements durables Total	% de l'actif net	36%	\geq 1%
	Dont avec objectif environnemental NEC \geq +10%	% de l'actif net	23%	\geq 1%
Dont avec objectif social Basé sur au moins l'un des critères :	Contribution sociétale \geq +30%	% de l'actif net	13%	\geq 1%
	Note the Good Jobs Rating \geq 55/100		-	-
	Note environnement Happy@Work \geq 4.5/5		-	-
			-	-
Investissements durables Total	% des entreprises investies	54%	\geq 25%	
Produit	Réduction de l'univers d'investissement suite à l'application de l'approche ISR	% réduction	25%	\geq 20%

● *...et par rapport aux périodes précédentes ?*

Non applicable.

● *Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?*

Les investissements durables réalisés par le fonds ont contribué :

- A un objectif environnemental à travers une contribution environnementale nette (NEC) strictement positive. 23% de l'actif net du fonds a été identifié comme contributif par ce moyen
- A un objectif social, 13% de l'actif net du fonds, parmi les entreprises qui n'ont pas contribué à un objectif environnemental, ayant été identifié comme contributif par ce moyen, à travers :
 - Une Contribution sociétale¹ des produits et services supérieure ou égale à +30%, contribuant ainsi positivement aux défis sociétaux identifiés par les Objectifs de Développement Durable des Nations unies.
 - L'une au moins des deux métriques suivantes, qui répondent aux enjeux de l'ODD 8 (« Promouvoir une croissance économique soutenue, globale et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous ») :
 - Note the Good Jobs Rating² ≥ 55/100
 - Note environnement Happy@Work³ ≥ 4.5/5

● *Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?*

Quatre filtres sont déployés pour éviter l'apparition de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social.

Les entreprises ciblées par au moins l'un des critères ci-dessous ne sont pas considérées comme des investissements durables par la société de gestion :

1. Les entreprises ciblées par la politique d'exclusion ISR de la société de gestion : certaines activités sont ciblées pour leurs impacts sociaux ou environnementaux controversés, tels que défini et révisé annuellement dans la

¹ La Contribution Sociétale des produits et services d'une entreprise est une métrique quantitative comprise entre -100% et +100%, agrégeant les contributions sociétales positives et négatives des différentes activités d'une entreprise.

La méthodologie s'appuie pour ce faire sur les aspects sociétaux des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) définis par les Nations Unies et les 169 sous-objectifs (ou cibles) qui les composent, feuille de route commune des acteurs publics comme privés à horizon 2030 pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. Elle intègre également des données macroéconomiques et scientifiques provenant d'institutions publiques, ainsi que des sources indépendantes de référence comme l'Access to Medicine Foundation ou l'Access to Nutrition Initiative. Plus d'informations sur la métrique sur le site de Sycomore AM : <https://fr.sycomore-am.com/telecharger/622923849>

² <https://fr.sycomore-am.com/telecharger/637429552>

³ Intégré au pilier "People" de SPICE ; plus de détails : <https://fr.sycomore-am.com/telecharger/1329406490>

politique de Sycomore AM (applicable à tous les investissements directs de Sycomore AM) et dans la politique d'investissement socialement responsable (ISR ; applicable à tous les OPCVM, mandats et fonds dédiés gérés selon une stratégie ISR) tels que la violation des droits fondamentaux, les armes controversées et nucléaires, les armes et munitions conventionnelles, le charbon thermique, le tabac, les pesticides, la pornographie, la production d'énergie à forte intensité carbone, le pétrole et le gaz.

2. Les entreprises visées par une controverse de niveau 3/3 : identifiées sur la base de l'analyse approfondie des controverses par la société de gestion. -3 correspond à la classification de controverse la plus sévère : ces entreprises sont considérées comme enfreignant l'un des principes du Pacte mondial des Nations unies.
3. Les entreprises associées à une notation SPICE strictement inférieure à 3/5 : La méthodologie SPICE, à travers ses 90 critères, porte sur l'ensemble des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance ciblés par les indicateurs des incidences négatives sur les facteurs de durabilité listés dans la norme technique réglementaire. Une faible note, inférieure à 3/5, indique une performance en matière de durabilité médiocre portant sur un type au moins d'incidence négative sur les facteurs de durabilité.
4. Les entreprises identifiées lors que l'application de la politique relative aux principales incidences négatives (Politique « PAI »⁴) de Sycomore AM : elle vise à identifier davantage de risques d'incidence négative sur les facteurs de durabilité, via les principaux indicateurs d'incidence négative (« indicateurs PAI ») listés dans le tableau 1 de l'annexe I de l'acte délégué 2022/1288. Les sociétés visées par les critères relatifs aux émissions de GES, à la biodiversité, à l'eau, aux déchets, à l'égalité des sexes, aux principes du Pacte mondial des Nations unies ou aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, ou aux armes controversées, ne seront pas considérées comme « durables » au sens de SFDR.

Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ? Description détaillée :

Le développement du cadre d'analyse SPICE de Sycomore AM, ainsi que sa politique d'exclusion, se sont inspirés des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, du Pacte mondial des Nations unies, des normes de l'Organisation Internationale du Travail et des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

L'analyse fondamentale d'une entreprise exige systématiquement d'examiner les relations avec ses parties prenantes. Cette analyse fondamentale a été construite afin d'identifier les défis stratégiques, les modèles économiques, la qualité de la direction et son niveau d'engagement, et les risques et opportunités auxquels fait face l'entreprise. Sycomore AM a par ailleurs défini

⁴ <https://fr.sycomore-am.com/telecharger/1725290979>

sa Politique Droits Humains⁵ conformément aux Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

Toutefois, les diligences réalisées afin de détecter d'éventuelles violations aux Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ne peuvent pas garantir leur absence avec certitude.

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE. Elle s'accompagne de critères propres à l'UE.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union Européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Les principales incidences négatives correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

Les incidences négatives sur les facteurs de durabilité sont prises en considération à deux niveaux :

1. Pour les investissements durables uniquement : la politique PAI mentionnées précédemment, qui s'appuie en particulier sur les indicateurs PAI figurant au tableau 1 de l'annexe I
2. Pour l'ensemble des investissements du produit financier : Le cadre d'analyse SPICE passe en revue tous les enjeux visés par les indicateurs PAI, avec la capacité d'exploiter ces indicateurs pour alimenter la revue

⁵ La Politique Droits Humains de Sycomore AM est disponible ici : <https://fr.sycomore-am.com/telecharger/1087621149>

SYCOMORE PARTNERS

Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

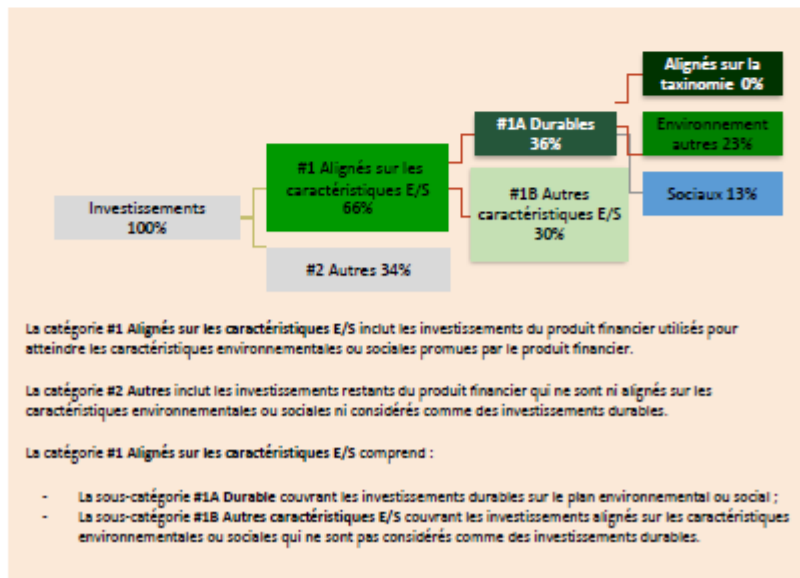
La liste comprend les investissements constituant la plus grande proportion d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir celle se terminant le 31 mars 2023.

Investissements les plus importants	Secteur	% actif net	Pays
ALD	Transports	6.7%	France
Worldline	Services Financiers Diversifiés	5.8%	France
ENGIE	Services aux Collectivités	4.2%	France
RWE	Services aux Collectivités	4.0%	Allemagne
Enel	Services aux Collectivités	3.7%	Italie
TotalEnergies	Energie	3.6%	France
Veolia Environnement	Services aux Collectivités	3.6%	France
EDP-Energias de Portugal	Services aux Collectivités	3.5%	Portugal
Amundi	Services Financiers Diversifiés	3.3%	France
STMicroelectronics	Semi-conducteurs et Équipement de Semi-conducteurs	3.0%	France
Orange	Services de Télécommunication	2.7%	France
Vivendi	Médias	2.2%	France
Galp Energia	Energie	2.1%	Portugal
Compagnie de Saint-Gobain	Biens d'Équipement	2.1%	France
Publicis Groupe	Médias	2.0%	France

Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

Quelle était l'allocation des actifs ?

L'allocation des actifs décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.



● **Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?**

La répartition sectorielle reflète la thèse d'investissement et les contraintes du fonds. Lors de la période écoulée, la répartition sectorielle s'est établie comme suit :

Secteur	% entreprises investies
Services aux Collectivités	31.3%
Services Financiers Diversifiés	16.6%
Transports	10.2%
Médias	9.1%
Energie	8.7%
Semi-conducteurs et Équipement de Semi-conducteurs	4.6%
Automobiles et Composants Automobiles	4.4%
Services de Télécommunication	4.1%
Matériaux	3.2%
Biens d'Équipement	3.1%
Services Commerciaux et Professionnels	2.3%
Sociétés d'Investissement Immobilier Cotées (SIIC)	1.5%
Banques	0.8%

Pour être conforme à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au gaz fossile comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici la fin de 2035. En ce qui concerne l'énergie nucléaire, les critères comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et de gestion des déchets.

Les activités habilitantes permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les activités transitoires sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les



Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Les informations disponibles à la date de ce rapport ne permettent pas de quantifier la part d'investissements alignés au sens de la taxinomie de l'UE.

● **Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE⁶ ?**

- Oui:
- Dans le gaz fossile Dans l'énergie nucléaire
- Non

⁶ Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de l'UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (« atténuation du changement climatique ») et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE – voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage :

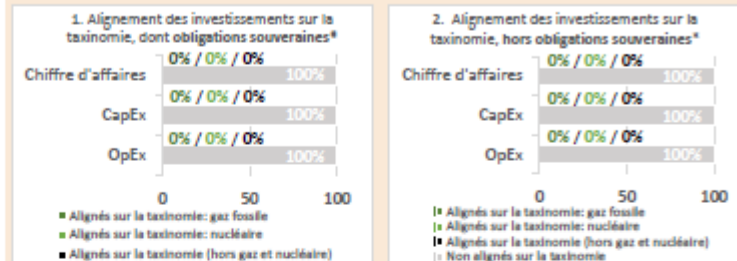
- Du chiffre d'affaires pour refléter la proportion des revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi ;
- Des dépenses d'investissement (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier investit pour une transition vers une économie verte par exemple ;
- Des dépenses d'exploitation (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a



Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui ne tiennent pas compte des critères applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE.



Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage minimal d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



* Aux fins de ces graphiques, les « obligations souveraines » comprennent toutes les expositions souveraines

● Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?

Les informations disponibles à la date de ce rapport ne permettent pas de quantifier la part d'investissements alignés au sens de la taxinomie de l'UE.

● Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?

Non applicable.

● Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Les informations disponibles à la date de ce rapport ne permettent pas de quantifier la part d'investissements alignés au sens de la taxinomie de l'UE.

L'ensemble des investissements durables ayant un objectif environnemental sont donc présentés ici non conformes à la taxinomie de l'UE, pour 23% de l'actif net.

● Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?

13% des investissements du portefeuille étaient des investissements durables avec un objectif social.

● Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie "autres", quelle était leur finalité et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux ?

34% des investissements étaient de trésorerie, d'équivalents de trésorerie et de produits dérivés conservés à des fins de liquidité.

Ces investissements n'étaient pas soumis à des garanties environnementales ou sociales minimales.



Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Au cours de la vie de n'importe quel investissement réalisé par le fonds :

- Sur une base *ex ante* (avant l'investissement dans une entreprise) : chaque investissement doit répondre aux critères fixés par le fonds.
- Sur une base continue pendant la période de détention et *ex post* (après désinvestissement) :
 - Les analyses sont mises à jour périodiquement au gré des événements liés à l'entreprise. Les controverses par exemple, sont examinées sur un pas de temps quotidien. N'importe quel événement remettant en cause l'éligibilité de l'entreprise aux critères d'investissement du fonds, ou qui entrerait dans le champ de la politique d'exclusion applicable au fonds, générerait des actes de gestion, pouvant aller jusqu'au désinvestissement complet, en conformité avec les procédures internes de Sycomore AM.
 - L'engagement et l'exercice des droits de vote au cours de la détention d'actions apportent également une valeur ajoutée en matière de durabilité. L'engagement du fonds consiste à :
 - Dialoguer avec les entreprises en portefeuille pour bien comprendre leurs enjeux ESG ;
 - Encourager les sociétés à rendre publiques leurs stratégies, politiques et performances ESG ;
 - Suite à une controverse, inciter la société à être transparente et prendre des mesures correctives ;
 - Au cas par cas, participer à des initiatives d'engagement collaboratif ;
 - A travers l'exercice de des droits de vote, poser des questions, refuser des résolutions ou soutenir des résolutions externes.



SYCOMORE PARTNERS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 mars 2023**



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 mars 2023**

SYCOMORE PARTNERS
OPCVM CONSTITUE SOUS FORME DE FONDS COMMUN DE PLACEMENT
Régis par le Code monétaire et financier

Société de gestion
SYCOMORE ASSET MANAGEMENT
14, avenue Hoche
75008 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement SYCOMORE PARTNERS relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'OPCVM constitué sous forme de fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/04/2022 à la date d'émission de notre rapport.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.



SYCOMORE PARTNERS

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société par Actions Simplifiée au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 483. TVA n° FR 76 672 006 483. Siret 672 006 483 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Nice, Paris, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion du fonds.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

*PricewaterhouseCoopers Audit, 63, rue de Villiers, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
T: +33 (0) 1 56 57 58 59, F: +33 (0) 1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

En application de la loi, nous vous signalons que nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais réglementaires compte tenu de la réception tardive de certains documents nécessaires à la finalisation de nos travaux.

Neuilly sur Seine, date de la signature électronique

Document authentifié par signature électronique
Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit
Frédéric SELLAM

2023.08.22 18:57:16 +0200



Bilan actif

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Immobilisations Nettes	-	-
Dépôts	-	-
Instruments financiers	156,992,446.24	228,795,448.67
Actions et valeurs assimilées	145,341,132.24	202,255,388.50
Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé	145,341,132.24	202,255,388.50
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Obligations et valeurs assimilées	2,196,810.00	2,786,000.00
Négoziées sur un marché réglementé ou assimilé	2,196,810.00	2,786,000.00
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres de créances	-	-
Négoziés sur un marché réglementé ou assimilé - Titres de créances négociables	-	-
Négoziés sur un marché réglementé ou assimilé - Autres titres de créances	-	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-	-
Titres d'organismes de placement collectif	8,790,254.50	21,889,395.00
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne	8,790,254.50	21,889,395.00
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne	-	-
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne et organismes de titrisations cotés	-	-
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union Européenne et organismes de titrisations non cotés	-	-
Autres organismes non européens	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-
Créances représentatives de titre reçus en pension	-	-
Créances représentatives de titres prêtés	-	-
Titres empruntés	-	-
Titres donnés en pension	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Instruments financiers à terme	664,249.50	1,864,665.17
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	664,249.50	28,447.12
Autres opérations	-	1,836,218.05
Autres Actifs : Loans	-	-
Autres instruments financiers	-	-
Créances	9,797,065.84	4,353,665.81
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	9,797,065.84	4,353,665.81
Comptes financiers	6,509,627.44	12,136,300.72
Liquidités	6,509,627.44	12,136,300.72
TOTAL DE L'ACTIF	173,299,139.52	245,285,415.20

Bilan passif

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Capitaux propres	-	-
Capital	168,130,892.93	227,458,249.07
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)	770,674.80	562,686.53
Report à nouveau (a)	140,506.18	55.10
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	-6,242,713.73	9,421,595.90
Résultat de l'exercice (a,b)	1,964,247.13	4,629,310.76
Total capitaux propres (= Montant représentatif de l'actif net)	164,763,607.31	242,071,897.36
Instruments financiers	677,209.59	28,908.48
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-
Dettes représentatives de titres donnés en pension	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés	-	-
Autres opérations temporaires	-	-
Instruments financiers à terme	677,209.59	28,908.48
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé	664,249.50	28,908.48
Autres opérations	12,960.09	-
Dettes	7,828,461.13	3,167,703.60
Opérations de change à terme de devises	-	-
Autres	7,828,461.13	3,167,703.60
Comptes financiers	29,861.49	16,905.76
Concours bancaires courants	29,861.49	16,905.76
Emprunts	-	-
TOTAL DU PASSIF	173,299,139.52	245,285,415.20

(a) Y compris comptes de régularisations.

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice.

Hors-bilan

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Opérations de couverture		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Futures		
achat EURO / GBP FUTURE 13/06/2022	-	7,001,656.71
achat EURO FX CURR FUT (CME) 13/06/2022	-	2,618,512.11
vente EURO STOXX 50 - FUTURE 16/06/2023	16,404,850.00	-
Engagements de gré à gré		
Swap de performance		
achat TRS23	-	20,000,085.42
achat TRS33	-	18,195,910.19
achat TRS34	39,413,646.01	-
Autres engagements		
Autres opérations		
Engagements sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagements de gré à gré		
Autres engagements		

Compte de résultat

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Produits sur opérations financières	-	-
Produits sur actions et valeurs assimilées	5,587,531.23	8,089,883.30
Produits sur obligations et valeurs assimilées	132,328.00	128,103.50
Produits sur titres de créances	-	-
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres	-	-
Produits sur instruments financiers à terme	-	-
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	2,711.78	10,005.46
Produits sur prêts	-	-
Autres produits financiers	94,420.51	-
TOTAL I	5,816,991.52	8,227,992.26
Charges sur opérations financières	-	-
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres	-	-
Charges sur instruments financiers à terme	-	-
Charges sur dettes financières	-42,046.94	-124,228.47
Autres charges financières	-	-
TOTAL II	-42,046.94	-124,228.47
Résultat sur opérations financières (I + II)	5,774,944.58	8,103,763.79
Autres produits (III)	-	-
Frais de gestion et dotations aux amortissements (IV)	-2,278,772.12	-3,193,577.20
Résultat net de l'exercice (I + II + III + IV)	3,496,172.46	4,910,186.59
Régularisation des revenus de l'exercice (V)	-1,531,925.33	-280,875.83
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (VI)	-	-
Résultat (I + II + III + IV + V + VI)	1,964,247.13	4,629,310.76

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01 du 14 Janvier 2014, modifié.

La devise de comptabilité est l'Euro.

Toutes les valeurs mobilières qui composent le portefeuille ont été comptabilisées au coût historique, frais exclus.

Les titres et instruments financiers à terme ferme et conditionnel détenus en portefeuille libellés en devises sont convertis dans la devise de comptabilité sur la base des taux de change relevés à Paris au jour de l'évaluation.

Le portefeuille est évalué lors de chaque valeur liquidative et lors de l'arrêté des comptes selon les méthodes suivantes :

Valeurs mobilières

Les titres cotés : à la valeur boursière - coupons courus inclus (cours clôture jour)

Toutefois, les valeurs mobilières dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation, ou cotées par des contributeurs et pour lequel le cours a été corrigé, de même que les titres qui ne sont pas négociés sur un marché réglementé, sont évalués sous la responsabilité de la société de gestion (ou du conseil d'administration pour une Sicav), à leur valeur probable de négociation. Les prix sont corrigés par la société de gestion en fonction de sa connaissance des émetteurs et/ou des marchés.

Les O.P.C. : à la dernière valeur liquidative connue, à défaut à la dernière valeur estimée. Les valeurs liquidatives des titres d'organismes de placements collectifs étrangers valorisant sur une base mensuelle, sont confirmées par les administrateurs de fonds. Les valorisations sont mises à jour de façon hebdomadaire sur la base d'estimations communiquées par les administrateurs de ces OPC et validées par le gérant.

Les titres de créances et assimilés négociables qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués par l'application d'une méthode actuarielle, le taux retenu étant celui applicable à des émissions de titres équivalents affecté, le cas échéant, d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur. En l'absence de sensibilité, les titres d'une durée résiduelle égale à trois mois sont valorisés au dernier taux jusqu'à l'échéance et ceux acquis à moins de trois mois, les intérêts sont linéarisés.

Les EMTN font l'objet d'une évaluation à leur valeur de marché, en fonction des cours communiqués par les contreparties. Ces valorisations font l'objet de contrôles par la société de gestion.

Instruments financiers à terme et conditionnels

Futures : cours de compensation jour.

L'évaluation hors bilan est calculée sur la base du nominal, de son cours de compensation et, éventuellement, du cours de change.

Options : cours de clôture jour ou, à défaut, le dernier cours connu.

Options OTC : ces options font l'objet d'une évaluation à leur valeur de marché, en fonction des cours communiqués par les contreparties. Ces valorisations font l'objet de contrôles par la société de gestion.

L'évaluation hors bilan est calculée en équivalent sous-jacent en fonction du delta et du cours du sous-jacent et, éventuellement, du cours de change.

Swaps de taux :

- Pour les swaps d'échéance inférieure à trois mois, les intérêts sont linéarisés
- Les swaps d'échéance supérieure à trois mois sont revalorisés à la valeur du marché

Les produits synthétiques (association d'un titre et d'un swap) sont comptabilisés globalement. Les intérêts des swaps à recevoir dans le cadre de ces produits sont valorisés linéairement.

Les assets swaps et les produits synthétiques sont valorisés sur la base de sa valeur de marché. L'évaluation des assets swaps est basée sur l'évaluation des titres couverts à laquelle est retranchée l'incidence de la variation des spreads de crédit. Cette incidence est évaluée à partir de la moyenne des spreads communiqués par 4 contreparties interrogées mensuellement, corrigée d'une marge, en fonction de la notation de l'émetteur.

L'engagement hors bilan des swaps correspond au nominal.

Swaps structurés (swaps à composante optionnelle) : ces swaps font l'objet d'une évaluation à leur valeur de marché, en fonction des cours communiqués par les contreparties. Ces valorisations font l'objet de contrôles par la société de gestion.
L'engagement hors bilan de ces swaps correspond à la valeur nominale.

Les CFD sont valorisés sur la base du cours de clôture jour du titre sous-jacent.
L'évaluation hors bilan des CFD est calculée en équivalent sous-jacent en fonction du cours du sous-jacent et, éventuellement, du cours de change.

Frais de gestion financière et frais administratifs externes à la société de gestion

- 0.05% TTC maximum pour la part X
- 0.50% TTC maximum pour la part I
- 1.00% TTC maximum pour la part IB
- 1.00% TTC maximum pour la part IBD
- 2.00% TTC maximum pour la part R

Ces dotations sont calculées sur la portion de l'actif net investie en actions et instruments assimilés.

- 1.80% TTC pour la part P
- 1.30% TTC pour la part AD

La dotation est calculée sur la base de l'actif net.

Ces frais, n'incluant pas les frais de transaction, seront directement imputés au compte de résultat du Fonds.

Ces frais recouvrent tous les frais facturés à l'OPC, à l'exception des frais de transaction. Les frais de transactions incluent les frais d'intermédiaires (courtage, impôts de bourse,...) et la commission de mouvement, le cas échéant, qui peut être perçue notamment par le dépositaire et la société de gestion.

Frais de recherche

Néant

Commission de surperformance

- 15% TTC au-delà de l'indice €STER capitalisé +3%, avec High Water Mark pour l'exercice clôturant le 31 mars 2023.
- 15% TTC au-delà de l'indice composite 50% Eurostoxx Net Return + 50% €STER capitalisé, avec High Water Mark à partir du 1er avril 2023

Sur la base de l'actif net.

A compter du 1er avril 2022, le calcul de la commission de surperformance sera établi comme suit :

Méthode de calcul

La surperformance générée par le Fonds à une date donnée s'entend comme étant la différence positive entre l'actif net du Fonds et l'actif d'un OPC fictif, réalisant la performance de son indice de référence et enregistrant le même schéma de souscriptions et de rachats que le Fonds réel, à la même date.

Si cette différence est négative, ce montant constitue une sous-performance qu'il conviendra de rattraper au cours des années suivantes avant de pouvoir provisionner à nouveau au titre de la commission de surperformance.

Rattrapage des sous-performances et période de référence

Comme précisé dans les guidelines ESMA concernant les commissions de surperformance, « la période de référence est la période au cours de laquelle la performance est mesurée et comparée à celle de l'indice de référence et à l'issue de laquelle, il est possible de réinitialiser le mécanisme de compensation de la sous-performance passée. »

Cette période est fixée à 5 ans. Si, à l'intérieur de cette première période de 5 ans, une autre année de sous-performance a eu lieu et qu'elle n'a pas été rattrapée à la fin de cette première période, une nouvelle période de 5 ans maximum s'ouvre à partir de cette nouvelle année en sous-performance.

Période d'observation

La première période d'observation commencera avec une durée de douze mois commençant au 1er avril 2022.

A l'issue de chaque exercice, l'un des trois cas suivants peut se présenter :

- Le Fonds est en sous-performance sur la période d'observation. Dans ce cas, aucune commission n'est prélevée, et la période d'observation est prolongée d'un an, jusqu'à un maximum de 5 ans (période de référence).
- Le Fonds est en surperformance sur la période d'observation mais la valeur liquidative après prise en compte d'une éventuelle provision pour commission de surperformance est inférieure à la plus haute des valeurs liquidatives constatées au cours des exercices précédents. Dans ce cas, aucune commission n'est prélevée, le calcul est réinitialisé, et une nouvelle période d'observation de douze mois démarre.
- Le Fonds est (i) en surperformance sur la période d'observation et (ii) la valeur liquidative après prise en compte d'une éventuelle provision pour commission de surperformance est supérieure à la plus haute des valeurs liquidatives constatées au cours des exercices précédents. Dans ce cas, la société de gestion perçoit les commissions provisionnées (cristallisation), le calcul est réinitialisé, et une nouvelle période d'observation de douze mois démarre.

Provisionnement

A chaque établissement de la valeur liquidative (VL), la commission de surperformance fait l'objet d'une provision (de 15% de la surperformance) dès lors que l'actif net du Fonds est supérieur à celui de l'OPC fictif sur la période d'observation et que la valeur liquidative après prise en compte d'une éventuelle provision pour commission de surperformance est supérieure à la plus haute des valeurs liquidatives constatées au cours des exercices précédents, ou d'une reprise de provision limitée à la dotation existante en cas de sous-performance.

En cas de rachats en cours de période, la quote-part de provision constituée correspondant au nombre d'actions rachetées, sera définitivement acquise et prélevée par le Gestionnaire.

Cristallisation

La période de cristallisation, à savoir la fréquence à laquelle la commission de surperformance provisionnée le cas échéant doit être payée à la société de gestion, est de douze mois.

La première période de cristallisation se terminera le dernier jour de l'exercice se terminant le 30 mars 2023.

Rétrocession de frais de gestion

Néant

Méthode de comptabilisation des intérêts

Intérêts encaissés.

Affectation des résultats réalisés

Pour la part P : Capitalisation

Pour la part R : Capitalisation

Pour la part X : Capitalisation

Pour la part I : Capitalisation

Pour la part IB : Capitalisation

Pour la part IBD : Capitalisation et/ou distribution

Pour la part AD : Capitalisation et/ou distribution

Affectation des plus-values nettes réalisées

Pour la part P : Capitalisation

Pour la part R : Capitalisation

Pour la part X : Capitalisation

Pour la part I : Capitalisation

Pour la part IB: Capitalisation

Pour la part IBD : Capitalisation et/ou Distribution

Pour la part AD : Capitalisation et/ou Distribution

Changements affectant le fonds

Néant

Evolution de l'actif net

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Actif net en début d'exercice	242,071,897.36	309,391,614.29
Souscriptions (y compris les commissions de souscription acquises à l'O.P.C.)	34,432,012.36	49,244,385.84
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'O.P.C.)	-114,627,054.67	-115,275,379.07
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	37,689,130.49	39,734,769.62
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-41,256,905.60	-3,866,171.56
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	1,899,246.20	66,933.44
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-7,761,334.83	-25,067,342.21
Frais de transaction	-1,017,945.36	-685,943.93
Différences de change	831,589.26	314,504.38
Variation de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers :	11,718,876.04	-28,002,149.33
Différence d'estimation exercice N *	5,974,623.89	-5,744,252.15
Différence d'estimation exercice N-1	5,744,252.15	-22,257,897.18
Variation de la différence d'estimation des instruments financiers à terme :	-2,541,874.76	11,498,941.78
Différence d'estimation exercice N	-677,209.59	1,864,665.17
Différence d'estimation exercice N-1	-1,864,665.17	9,634,276.61
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes	-	-
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat	-170,201.64	-192,452.48
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	3,496,172.46	4,910,186.59
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes	-	-
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat	-	-
Autres éléments	-	-
Actif net en fin d'exercice	164,763,607.31	242,071,897.36

*

Complément d'information 1

	Exercice 31/03/2023
Engagements reçus ou donnés	
Engagements reçus ou donnés (garantie de capital ou autres engagements) (*)	-
Valeur actuelle des instruments financiers inscrits en portefeuille constitutifs de dépôts de garantie	
Instruments financiers reçus en garantie et non inscrits au bilan	-
Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine	-
Instruments financiers en portefeuille émis par le prestataire ou les entités de son groupe	
Dépôts	-
Actions	-
Titres de taux	-
OPC	8,790,254.50
Acquisitions et cessions temporaires sur titres	-
Swaps (en nominal)	-
Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire	
Titres acquis à réméré	-
Titres pris en pension	-
Titres empruntés	-

(*) Pour les OPC garantis, l'information figure dans les règles et méthodes comptables.

Complément d'information 2

	Exercice 31/03/2023	
Emissions et rachats pendant l'exercice comptable	Nombre de titres	
Catégorie de classe IB (Devise: EUR)		
Nombre de titres émis	1,644.1725	
Nombre de titres rachetés	15,523.9644	
Catégorie de classe P (Devise: EUR)		
Nombre de titres émis	16,143.9295	
Nombre de titres rachetés	25,523.8345	
Catégorie de classe R (Devise: EUR)		
Nombre de titres émis	1,917.9237	
Nombre de titres rachetés	4,405.4214	
Catégorie de classe X (Devise: EUR)		
Nombre de titres émis	895.0000	
Nombre de titres rachetés	3,721.4500	
Catégorie de classe IBD (Devise: EUR)		
Nombre de titres émis	452.9469	
Nombre de titres rachetés	3,877.0000	
Catégorie de classe AD (Devise: EUR)		
Nombre de titres émis	34.3973	
Nombre de titres rachetés	278.0000	
Catégorie de classe I (Devise: EUR)		
Nombre de titres émis	1,792.4802	
Nombre de titres rachetés	18,964.1762	
Commissions de souscription et/ou de rachat	Montant (EUR)	
Commissions de souscription acquises à l'OPC	-	
Commissions de rachat acquises à l'OPC	-	
Commissions de souscription perçues et rétrocédées	-	
Commissions de rachat perçues et rétrocédées	-	
Frais de gestion	Montant (EUR)	% de l'actif net moyen
Catégorie de classe IB (Devise: EUR)		
Frais de gestion et de fonctionnement (*)	217,690.00	0.57
Commissions de surperformance	-	-
Autres frais	-	-

Complément d'information 2

	Exercice 31/03/2023	
Catégorie de classe P (Devise: EUR)		
Frais de gestion et de fonctionnement (*)	1,629,656.09	1.80
Commissions de surperformance	-	-
Autres frais	-	-
Catégorie de classe R (Devise: EUR)		
Frais de gestion et de fonctionnement (*)	249,916.78	1.14
Commissions de surperformance	-	-
Autres frais	-	-
Catégorie de classe X (Devise: EUR)		
Frais de gestion et de fonctionnement (*)	3,164.77	0.03
Commissions de surperformance	-	-
Autres frais	-	-
Catégorie de classe IBD (Devise: EUR)		
Frais de gestion et de fonctionnement (*)	71,510.43	0.57
Commissions de surperformance	-	-
Autres frais	-	-
Catégorie de classe AD (Devise: EUR)		
Frais de gestion et de fonctionnement (*)	2,142.24	1.30
Commissions de surperformance	-	-
Autres frais	-	-
Catégorie de classe I (Devise: EUR)		
Frais de gestion et de fonctionnement (*)	104,691.81	0.28
Commissions de surperformance	-	-
Autres frais	-	-
Rétrocessions de frais de gestion (toutes parts confondues)		

(*) Pour les OPC dont la durée d'exercice n'est pas égale à 12 mois, le pourcentage de l'actif net moyen correspond au taux moyen annualisé.

Ventilation par nature des créances et dettes

	Exercice 31/03/2023
Ventilation par nature des créances	
Avoir fiscal à récupérer	-
Déposit euros	1,254,118.90
Déposit autres devises	-
Collatéraux espèces	-
Valorisation des achats de devises à terme	-
Contrevaleur des ventes à terme	-
Autres débiteurs divers	8,377,346.94
Coupons à recevoir	165,600.00
TOTAL DES CREANCES	9,797,065.84
Ventilation par nature des dettes	
Déposit euros	-
Déposit autres devises	-
Collatéraux espèces	-
Provision charges d'emprunts	-
Valorisation des ventes de devises à terme	-
Contrevaleur des achats à terme	-
Frais et charges non encore payés	181,336.06
Autres créditeurs divers	7,647,125.07
Provision pour risque des liquidités de marché	-
TOTAL DES DETTES	7,828,461.13

Ventilation par nature juridique ou économique d'instrument

	Exercice 31/03/2023
Actif	
Obligations et valeurs assimilées	2,196,810.00
Obligations indexées	-
Obligations convertibles	-
Titres participatifs	-
Autres Obligations et valeurs assimilées	2,196,810.00
Titres de créances	-
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-
Bons du Trésor	-
Autres TCN	-
Autres Titres de créances	-
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé	-
Autres actifs : Loans	-
Passif	
Opérations de cession sur instruments financiers	-
Actions	-
Obligations	-
Autres	-
Hors-bilan	
Opérations de couverture	
Taux	-
Actions	16,404,850.00
Autres	39,413,646.01
Autres opérations	
Taux	-
Actions	-
Autres	-

Ventilation par nature de taux des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	Taux fixe	Taux variable	Taux révisable	Autres
Actif				
Dépôts	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	2,196,810.00	-
Titres de créances	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Autres actifs: Loans	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	6,509,627.44
Passif				
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	-	29,861.49
Hors-bilan				
Opérations de couverture	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-

Ventilation par maturité résiduelle des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	[0 - 3 mois]]3 mois - 1 an]]1 - 3 ans]]3 - 5 ans]	> 5 ans
Actif					
Dépôts	-	-	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-	2,196,810.00
Titres de créances	-	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Autres actifs: Loans	-	-	-	-	-
Comptes financiers	6,509,627.44	-	-	-	-
Passif					
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-	-
Comptes financiers	29,861.49	-	-	-	-
Hors-bilan					
Opérations de couverture	-	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-	-

Ventilation par devise de cotation des postes d'actif, de passif et de hors-bilan

	SEK	USD	CHF	HKD
Actif				
Dépôts	-	-	-	-
Actions et valeurs assimilées	2,571,808.98	-	-	-
Obligations et valeurs assimilées	-	-	-	-
Titres de créances	-	-	-	-
Titres d'OPC	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Autres actifs: Loans	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-
Créances	-	-	-	-
Comptes financiers	-	-	731.88	-
Passif				
Opérations de cession sur instruments financiers	-	-	-	-
Opérations temporaires sur titres	-	-	-	-
Dettes	1,008,479.49	-	-	-
Comptes financiers	604.89	29,241.29	-	15.31
Hors-bilan				
Opérations de couverture	-	-	-	-
Autres opérations	-	-	-	-

Seules les cinq devises dont le montant le plus représentatif composant l'actif net sont incluses dans ce tableau.

Affectation des résultats

Catégorie de classe IB (Devise: EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	464,528.84	1,191,083.33
Total	464,528.84	1,191,083.33
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	464,528.84	1,191,083.33
Total	464,528.84	1,191,083.33
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux:		
provenant de l'exercice	-	-
provenant de l'exercice N-1	-	-
provenant de l'exercice N-2	-	-
provenant de l'exercice N-3	-	-
provenant de l'exercice N-4	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-950,445.67	1,863,246.65
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	-950,445.67	1,863,246.65
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	-950,445.67	1,863,246.65
Total	-950,445.67	1,863,246.65
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-

Catégorie de classe P (Devise: EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	609,369.44	1,212,698.97
Total	609,369.44	1,212,698.97
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	609,369.44	1,212,698.97
Total	609,369.44	1,212,698.97
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux:		
provenant de l'exercice	-	-
provenant de l'exercice N-1	-	-
provenant de l'exercice N-2	-	-
provenant de l'exercice N-3	-	-
provenant de l'exercice N-4	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-3,381,536.61	3,935,385.28
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	-3,381,536.61	3,935,385.28
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	-3,381,536.61	3,935,385.28
Total	-3,381,536.61	3,935,385.28
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-

Catégorie de classe R (Devise: EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	278,030.89	475,953.27
Total	278,030.89	475,953.27
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	278,030.89	475,953.27
Total	278,030.89	475,953.27
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux:		
provenant de l'exercice	-	-
provenant de l'exercice N-1	-	-
provenant de l'exercice N-2	-	-
provenant de l'exercice N-3	-	-
provenant de l'exercice N-4	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-801,267.32	957,563.68
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	-801,267.32	957,563.68
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	-801,267.32	957,563.68
Total	-801,267.32	957,563.68
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-

Catégorie de classe X (Devise: EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	164,775.54	356,021.12
Total	164,775.54	356,021.12
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	164,775.54	356,021.12
Total	164,775.54	356,021.12
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux:		
provenant de l'exercice	-	-
provenant de l'exercice N-1	-	-
provenant de l'exercice N-2	-	-
provenant de l'exercice N-3	-	-
provenant de l'exercice N-4	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-264,135.08	458,282.19
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	-264,135.08	458,282.19
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	-264,135.08	458,282.19
Total	-264,135.08	458,282.19
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-

Catégorie de classe IBD (Devise: EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	140,503.65	36.85
Résultat	192,388.88	383,242.46
Total	332,892.53	383,279.31
Affectation		
Distribution	332,888.25	168,867.88
Report à nouveau de l'exercice	4.28	214,411.43
Capitalisation	-	-
Total	332,892.53	383,279.31
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	6,509.3518	9,933.4049
Distribution unitaire	51.14	17.00
Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux:		
provenant de l'exercice	-	-
provenant de l'exercice N-1	-	-
provenant de l'exercice N-2	-	-
provenant de l'exercice N-3	-	-
provenant de l'exercice N-4	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	754,186.93	551,303.36
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-387,170.89	599,601.42
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	367,016.04	1,150,904.78
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	367,016.04	1,150,904.78
Capitalisation	-	-
Total	367,016.04	1,150,904.78
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-

Catégorie de classe AD (Devise: EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	2.53	18.25
Résultat	1,995.27	3,290.98
Total	1,997.80	3,309.23
Affectation		
Distribution	1,990.52	3,306.34
Report à nouveau de l'exercice	7.28	2.89
Capitalisation	-	-
Total	1,997.80	3,309.23
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	1,701.3027	1,944.9054
Distribution unitaire	1.17	1.70
Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux:		
provenant de l'exercice	-	-
provenant de l'exercice N-1	-	-
provenant de l'exercice N-2	-	-
provenant de l'exercice N-3	-	-
provenant de l'exercice N-4	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	16,487.87	11,383.17
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-6,337.04	7,465.51
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	10,150.83	18,848.68
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	10,150.83	18,848.68
Capitalisation	-	-
Total	10,150.83	18,848.68
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-

Catégorie de classe I (Devise: EUR)

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes au résultat

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Report à nouveau	-	-
Résultat	253,158.27	1,007,020.63
Total	253,158.27	1,007,020.63
Affectation		
Distribution	-	-
Report à nouveau de l'exercice	-	-
Capitalisation	253,158.27	1,007,020.63
Total	253,158.27	1,007,020.63
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-
Crédits d'impôt et avoirs fiscaux attachés à la distribution du résultat		
Montant global des crédits d'impôt et avoirs fiscaux:		
provenant de l'exercice	-	-
provenant de l'exercice N-1	-	-
provenant de l'exercice N-2	-	-
provenant de l'exercice N-3	-	-
provenant de l'exercice N-4	-	-

Tableau d'affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values nettes

	Exercice 31/03/2023	Exercice 31/03/2022
Sommes restant à affecter		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées	-	-
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-451,821.12	1,600,051.17
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice	-	-
Total	-451,821.12	1,600,051.17
Affectation		
Distribution	-	-
Plus et moins-values nettes non distribuées	-	-
Capitalisation	-451,821.12	1,600,051.17
Total	-451,821.12	1,600,051.17
Information relative aux titres ouvrant droit à distribution		
Nombre de titres	-	-
Distribution unitaire	-	-

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques au cours des cinq derniers exercices

Catégorie de classe IB (Devise: EUR)

	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023
Valeur liquidative (en EUR)					
Parts C	1,644.06	1,304.42	1,712.82	1,707.20	1,762.50
Actif net (en k EUR)	293,806.83	104,718.64	56,608.69	48,096.08	25,190.90
Nombre de titres					
Parts C	178,707.3433	80,279.5092	33,049.8493	28,172.4652	14,292.6733

Date de mise en paiement	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire (*) personnes physiques (en EUR)	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)					
Parts C	8.88	57.84	-211.81	66.13	-66.49
Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)					
Parts C	25.07	29.07	18.01	42.27	32.50

(*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

SYCOMORE PARTNERS

Catégorie de classe P (Devise: EUR)

	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023
Valeur liquidative (en EUR)					
Parts C	1,429.23	1,119.16	1,452.03	1,429.05	1,457.28
Actif net (en k EUR)	426,824.00	178,874.75	142,213.42	100,600.70	88,918.65
Nombre de titres					
Parts C	298,638.3231	159,829.0072	97,940.8849	70,396.5631	61,016.6581

Date de mise en paiement	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire (*) personnes physiques (en EUR)	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)					
Parts C	8.16	49.98	-180.88	55.90	-55.41
Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)					
Parts C	2.06	6.79	-0.20	17.22	9.98

(*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

SYCOMORE PARTNERS

Catégorie de classe R (Devise: EUR)

	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023
Valeur liquidative (en EUR)					
Parts C	1,573.81	1,242.51	1,621.77	1,607.70	1,650.38
Actif net (en k EUR)	144,911.74	48,248.81	33,642.87	24,615.82	21,163.96
Nombre de titres					
Parts C	92,076.6300	38,831.4521	20,744.5260	15,311.1700	12,823.6723

Date de mise en paiement	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire (*) personnes physiques (en EUR)	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)					
Parts C	8.66	55.26	-201.26	62.54	-62.48
Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)					
Parts C	16.83	20.19	8.46	31.08	21.68

(*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

SYCOMORE PARTNERS

Catégorie de classe X (Devise: EUR)

	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023
Valeur liquidative (en EUR)					
Parts C	1,714.78	1,366.94	1,805.17	1,808.53	1,877.30
Actif net (en k EUR)	8,324.39	11,814.39	12,375.01	11,879.55	7,025.15
Nombre de titres					
Parts C	4,854.4824	8,642.9349	6,855.2855	6,568.5937	3,742.1437

Date de mise en paiement	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire (*) personnes physiques (en EUR)	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)					
Parts C	9.10	60.45	-222.49	69.76	-70.58
Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)					
Parts C	33.52	38.26	28.01	54.20	44.03

(*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

SYCOMORE PARTNERS

Catégorie de classe IBD (Devise: EUR)

	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023
Valeur liquidative (en EUR)					
Parts D	1,573.82	1,221.76	1,571.87	1,550.50	1,582.43
Actif net (en k EUR)	15,940.03	15,108.84	17,609.17	15,401.82	10,300.66
Nombre de titres					
Parts D	10,128.2416	12,366.4193	11,202.6523	9,933.4049	6,509.3518

Date de mise en paiement	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes) (en EUR)	9.21	-	-	-	-
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes) (en EUR)	24.65	27.86	16.90	17.00	51.14
Crédit d'impôt unitaire (*) personnes physiques (en EUR)	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)					
Parts D	-	-	-196.05	-	-
Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)					
Parts D	-	-	-	-	-

(*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

SYCOMORE PARTNERS

Catégorie de classe R USD (Devise: USD)

	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021
Valeur liquidative (en USD)			
Parts C	105.55	81.43	113.85
Actif net (en k EUR)	249.50	84.55	82.34
Nombre de titres			
Parts C	2,654.2464	1,139.2153	850.0036

Date de mise en paiement	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes) (en USD)	-	-	-
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes) (en USD)	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire (*) personnes physiques (en USD)	-	-	-
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)			
Parts C	0.51	3.30	-12.02
Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)			
Parts C	0.99	1.20	0.50

(*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

SYCOMORE PARTNERS

Catégorie de classe AD (Devise: EUR)

	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023
Valeur liquidative (en EUR)					
Parts D	98.87	77.26	99.72	98.21	98.83
Actif net (en k EUR)	3,254.25	763.86	238.22	191.02	168.15
Nombre de titres					
Parts D	32,911.9802	9,886.0359	2,388.9242	1,944.9054	1,701.3027

Date de mise en paiement	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes) (en EUR)	0.70	0.96	0.44	1.70	1.17
Crédit d'impôt unitaire (*) personnes physiques (en EUR)	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)					
Parts D	-	-	-12.43	-	-
Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)					
Parts D	-	-	-	-	-

(*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

SYCOMORE PARTNERS

Catégorie de classe I (Devise: EUR)

	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023
Valeur liquidative (en EUR)					
Parts C	1,657.21	1,318.11	1,736.00	1,729.61	1,790.78
Actif net (en k EUR)	173,722.99	87,771.40	46,621.87	41,286.90	11,996.14
Nombre de titres					
Parts C	104,828.1828	66,588.4606	26,855.7835	23,870.5144	6,698.8184

Date de mise en paiement	29/03/2019	31/03/2020	31/03/2021	31/03/2022	31/03/2023
Distribution unitaire sur plus et moins-values nettes (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Distribution unitaire sur résultat (y compris les acomptes) (en EUR)	-	-	-	-	-
Crédit d'impôt unitaire (*) personnes physiques (en EUR)	-	-	-	-	-
Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes (en EUR)					
Parts C	8.86	58.36	-214.30	67.03	-67.44
Capitalisation unitaire sur résultat (en EUR)					
Parts C	29.03	33.34	22.82	42.18	37.79

(*) "Le crédit d'impôt unitaire est déterminé à la date du paiement en application de l'instruction fiscale du 04/03/93 (Ints.4 K-1-93). Les montants théoriques, calculés selon les règles applicables aux personnes physiques, sont ici présentés à titre indicatif. "L'instruction 4 J-2-99 du 08/11/99 précise par ailleurs que les bénéficiaires d'avoir fiscal autres que les personnes physiques calculent sous leur responsabilité le montant des avoirs fiscaux auxquels ils ont droit."

Inventaire des instruments financiers au 31 Mars 2023

Éléments d'actifs et libellé des valeurs	Quantité	Cours	Devise cotation	Valeur actuelle	% arrondi de l'actif net
Actions et valeurs assimilées				145,341,132.24	88.21
Négoциées sur un marché réglementé ou assimilé				145,341,132.24	88.21
ALD SA	1,022,233.00	10.80	EUR	11,040,116.40	6.70
AMUNDI SA	92,736.00	58.05	EUR	5,383,324.80	3.27
AROUNDTOWN SA	1,128,592.00	1.31	EUR	1,481,841.30	0.90
AUTOLIV INC-SWED DEP RECEIPT	30,000.00	965.80	SEK	2,571,808.98	1.56
BELIEVE SA	108,500.00	9.71	EUR	1,052,992.50	0.64
BNP PARIBAS	102,524.00	55.21	EUR	5,660,350.04	3.44
CARMILA	115,816.00	13.82	EUR	1,600,577.12	0.97
COMMERZBANK AG	414,903.00	9.70	EUR	4,025,388.91	2.44
COMPAGNIE DE SAINT GOBAIN	65,000.00	52.32	EUR	3,400,800.00	2.06
CREDIT AGRICOLE SA	714,345.00	10.40	EUR	7,427,759.31	4.51
DEUTSCHE BANK AG-REGISTERED	99,131.00	9.36	EUR	927,469.64	0.56
EDP-ENERGIAS DE PORTUGAL SA	1,150,000.00	5.02	EUR	5,768,400.00	3.50
ELIS SA -W/I	143,726.00	17.64	EUR	2,535,326.64	1.54
ENEL SPA	1,085,000.00	5.63	EUR	6,105,295.00	3.71
ENGIE	475,000.00	14.57	EUR	6,922,650.00	4.20
EXOR NV	29,666.00	75.84	EUR	2,249,869.44	1.37
FORTUM OYJ	180,000.00	14.12	EUR	2,540,700.00	1.54
GALP ENERGIA SGPS SA	330,000.00	10.46	EUR	3,451,800.00	2.10
HEINEKEN NV	11,651.00	99.06	EUR	1,154,148.06	0.70
HELLA GMBH & CO KGAA	53,865.00	80.15	EUR	4,317,279.75	2.62
IMERYS SA	50,495.00	39.80	EUR	2,009,701.00	1.22
ORANGE	400,000.00	10.95	EUR	4,380,800.00	2.66
PEUGEOT INVEST	30,772.00	98.80	EUR	3,040,273.60	1.85
PUBLICIS GROUPE	45,000.00	71.78	EUR	3,230,100.00	1.96
RWE AG	165,000.00	39.64	EUR	6,540,600.00	3.97
SOCIETE GENERALE SA	40,000.00	20.79	EUR	831,400.00	0.50
STELLANTIS NV	242,858.00	16.73	EUR	4,062,528.62	2.47
STMICROELECTRONICS NV	102,000.00	48.95	EUR	4,992,900.00	3.03
TELEVISION FRANCAISE (T.F.1)	241,275.00	8.13	EUR	1,962,772.13	1.19
TOTALENERGIES SE	260,000.00	54.36	EUR	14,133,600.00	8.58
TRANSITION WTS 16/06/2026	300,000.00	0.01	EUR	3,000.00	-
VEOLIA ENVIRONNEMENT	210,000.00	28.40	EUR	5,964,000.00	3.62
VERALLIA	37,480.00	39.30	EUR	1,472,964.00	0.89

Inventaire des instruments financiers au 31 Mars 2023

Eléments d'actifs et libellé des valeurs	Quantité	Cours	Devise cotation	Valeur actuelle	% arrondi de l'actif net
VIVENDI SE	390,750.00	9.30	EUR	3,633,975.00	2.21
WORLDLINE SA - W/I	242,000.00	39.11	EUR	9,464,620.00	5.74
Obligations et valeurs assimilées				2,196,810.00	1.33
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé				2,196,810.00	1.33
RENAULT 83-24/10/2049 FRN TP	7,000.00	313.83	EUR	2,196,810.00	1.33
Titres d'OPC				8,790,254.50	5.34
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'Union européenne				8,790,254.50	5.34
SYCOMORE GLOBAL ECO SOLUTIONS - XCA	4,000	89.91	EUR	359,656.00	0.22
SYCOMORE GLOBAL HAPPY AT WORK - XCA	4,000	82.95	EUR	331,796.00	0.20
SYCOMORE SELECTION MIDCAP X	9,125	887.54	EUR	8,098,802.50	4.92
Instruments financiers à terme				-12,960.09	-0.01
Futures				-664,249.50	-0.40
EURO STOXX 50 - FUTURE 16/06/2023	-385.00	4,261.00	EUR	-664,249.50	-0.40
Appels de marge				664,249.50	0.40
Swap de performance				-12,960.09	-0.01
TRS34	39,413,646.01	-	EUR	-12,960.09	-0.01
Créances				9,797,065.84	5.95
Dettes				-7,828,461.13	-4.75
Dépôts				-	-
Autres comptes financiers				6,479,765.95	3.93
TOTAL ACTIF NET			EUR	164,763,607.31	100.00